



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 24 NOVEMBRE 1906.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3293

### PROVINCE DE QUÉBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN  
CHANCELLERIE.

Québec, 20 novembre 1906.

Le cinquième jour de novembre mil neuf cent six, Monsieur Joseph Aldéric Benoit, cultivateur, de Saint-Grégoire le Grand, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral d'Iberville.

L. G. DESJARDINS,  
3779 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quinzième jour de novembre 1906, de nommer M. J. Antoine Théberge, registraire conjoint, du comté de Terrebonne, de la ville de Saint-Jérôme, greffier de la cour de circuit dans et pour le comté de Terrebonne, à Saint-Jérôme. 3801

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24th NOVEMBER, 1906.

#### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3294

### PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN  
CHANCERY.

Quebec, 20th November, 1906.

The fifth day of November, one thousand nine hundred and six, Joseph Aldéric Benoit, esquire, farmer, of Saint Grégoire le Grand, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Iberville.

L. G. DESJARDINS,  
3780 Clerk of the Crown in Chancery.

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifteenth day of November, 1906, to appoint Mr. J. Antoine Théberge, joint registrar, of the county of Terrebonne, of the town of Saint Jérôme, clerk of the circuit court in and for the county of Terrebonne, at Saint-Jérôme. 3802

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dix-neuvième jour de novembre 1906, d'adjointre à la commission de la paix pour le district du Saguenay, M. George Spargo, gérant de "The Manicouagan and English Bay Export Company", de Manicouagan.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quinzième jour de novembre 1906, de nommer M. Frédéric Cooper, secrétaire de l'hôpital général de Montréal, de la cité de Montréal, juge de paix, sous l'autorité de l'article 2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Montréal.

3799

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Nomination de deux syndics d'écoles.*

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 15 novembre courant, 1906, de nommer le Révd. H.-O. Loiseau, et M. Charles Roy, syndics d'écoles pour la municipalité de Sainte-Anne de Sabrevois, comté d'Iberville, le premier en remplacement de M. Stephen H. James, démissionnaire, et le second en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

3767

## PROCLAMATIONS

Canada, }  
Province de } L. A. JETTÉ  
Québec. }

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que  
Assistant-Procureur-Général, } sur présentation  
au conseil municipal du comté de L'Assomption, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de Saint Paul l'Ermite, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de L'Assomption a nommé Mtre. P. A. Seguin, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du sus-dit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the nineteenth day of November, 1906, to associate to the commission of the peace for the district of Saguenay, Mr. George Spargo, manager of "The Manicouagan and English Bay Export Company", of Manicouagan.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifteenth day of November, 1906, to appoint Mr. Frederic Cooper, secretary of the general hospital of Montreal, of the city of Montreal, a justice of the peace, under the authority of article 2572 of the R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Montreal.

3800

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Appointment of two school trustees.*

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 15th of November instant, 1906, to appoint the Revd. H. O. Loiseau, and Mr. Charles Roy, school trustees for the municipality of Sainte Anne de Sabrevois, county of Iberville, the former to replace Mr. Stephen H. James, resigned, and the latter re-appointed, his term of office having expired.

3768

## PROCLAMATIONS

Canada, }  
Province of } L. A. JETTE  
Quebec. }

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

## PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS, on  
Assistant Attorney General, } presentation to  
the municipal council of the county of L'Assomption, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of Saint Paul the Hermit, in the said county, in Our province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of L'Assomption has named Mtre P. A. Seguin, special superintendent charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the council of the aforesaid county.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved this said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village Laurier qui est un démembrement de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul l'Ermitte, dans le comté de L'Assomption, occupe un territoire de cinq cent cinquante-cinq (555) arpents, plus ou moins, en superficie, et comprend tous les lots du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Paul l'Ermitte, depuis et y compris le numéro un (1) jusqu'au numéro soixante-trois (63) inclusivement, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Paul l'Ermitte, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village Laurier", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village Laurier, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

3793

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ASSISTANT Procureur Général. } ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Mégantic, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de Saint-Désiré du Lac Noir, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Mégantic a nommé M. J. G. Rousseau, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

All the territory bounded as follows, to wit :

The municipality of the village Laurier in which is a dismemberment of the municipality of the parish of Saint Paul the Hermit, in the county of L'Assomption, occupies an area of five hundred and fifty five (555) arpents, more or less, in area, and comprises all the lots of the official cadastre of the said parish of Saint Paul the Hermit, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Paul the Hermit, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Laurier", from and after this day.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Lsurier, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign..

By command.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

3794

Canada,  
Province of  
Quebec.  
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING

#### PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ASSISTANT Attorney General. } WHEREAS, on presentation to the municipal council of the county of Mégantic, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors, residing in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of Saint Désiré of Black Lake, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Mégantic has named Mr. J. G. Rousseau, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the council of the aforesaid county ;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport.

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Démembrée de la municipalité de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, la municipalité du village du Lac Noir (Blac Lake), dans le comté de Mégantic, est formée des lots numéros 26, 27 et 28 de l'arpentage primitif du 6e rang du canton Ireland respectivement désignés au cadastre du dit canton sous les numéros 325, 324 et 322 ; de la partie du lot No 323 (chemin de fer Québec Central) qui se trouve dans le dit rang, et enfin, de deux parcelles du bloc "A" du canton Coleraine, décrites comme suit, savoir :

1° Une parcelle mesurant cinq cent vingt pieds de largeur sur la moitié de la profondeur du dit bloc "A" ; et bornée au nord-est par la ligne N. E. du bloc "A", au sud-est par une partie du même bloc non comprise dans le dit village, au sud-ouest par une autre partie du bloc "A" qui est décrite eu second lieu, et au nord-ouest par la ligne entre les cantons Coleraine et Ireland ; contenant soixante acres, plus ou moins, en superficie.

2° Une parcelle mesurant mille sept cent vingt-deux pieds (1722) de largeur sur toute la profondeur du dit bloc "A" ; bornée au nord-est par la parcelle ci-dessus décrite, et par une partie du dit bloc non comprise dans le dit village et située au sud-est de la parcelle en premier lieu décrite, au sud-est par le lac Caribou, et au sud-ouest par une autre partie du dit bloc "A" non comprise dans le dit village, enfin au nord-ouest par la ligne séparative des cantons Ireland et Coleraine, contenant quatre cent cinq (405) acres, plus ou moins, en superficie, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village du Lac Noir," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons-érigeons et déclarons le dit village du Lac Noir, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,  
L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

3797

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report.

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

Dismemberment of the municipality of Saint Désiré of Black Lake, of the municipality of the village of Black Lake, in the county of Megantic, is made up of lots 26, 27 and 28, of the primitive survey of the 6th range of the township Ireland respectively described on the cadastre of the said township as numbers 325, 324 and 322 ; of the part of lot No. 323 (Quebec Central Railway) which is in the said range, and lastly, of two parcels of Blok "A", of the township Coleraine, described as follows, to wit :

1. A parcel measuring five hundred and twenty feet in width by the half of the depth of the said block "A", and bounded on the north east by the N. E. line of block "A", and on the south east by a part of the same block not comprised in the said village, on the south west by another part of the block "A", which is described in the second paragraph, and on the north west by the line between the township Coleraine and Ireland, containing sixty acres in area.

2. A parcel measuring one thousand seven hundred and twenty two (1722) feet in width by the whole depth of the said block "A" ; bounded on the north east by the parcel above described, and by a part of the said block not comprised in the said village, and situate to the south east of the parcel firstly described, on the south east by the lake Caribou, and on the south west by another part of the said block "A", not comprised in the said village, lastly, on the north west by the separating line of the township Ireland and Coleraine, containing four hundred and five (405) acres, more or less, in area, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Désiré of Black Lake, and shall form a separate municipality under the name of "the municipality of the village of Black Lake," from and after this day.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Black Lake, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By order,  
L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

3798

Canada,  
Province de }  
Québec.

L. A. JETTÉ

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

## PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que  
*Assistant-Procureur-Général.* } M. L. N. Asselin, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Rimouski, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, dans le comté de Témiscouata, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano, dans le comté de Témiscouata, couvre une étendue de vingt-trois mille trois cent cinquante acres, plus ou moins, et est formée :

Premièrement, d'une partie démembrée de la paroisse de Saint-Louis-du-Ha-Ha!, couvrant une étendue de trois mille cinq cents acres, plus ou moins, comprenant :

(a) Dans le premier rang du Lac Témiscouata, tous les lots du cadastre depuis le numéro un jusqu'au numéro vingt-trois, inclusivement, ainsi que le numéro 1 A, et depuis le numéro deux cent quarante-cinq jusqu'au numéro deux cent soixante et un inclusivement ;

(b) Dans le premier rang sud-ouest du chemin Témiscouata, les lots numéros vingt quatre, vingt-cinq et vingt-six ;

(c) Dans le deuxième rang sud ouest du chemin Témiscouata, les lots numéros 119, 120, 121, 122, 123 et 124 ;

(d) Dans le rang nord-est du chemin Témiscouata, les numéros 125, 126 et 127.

Deuxièmement, d'un terrain de huit mille cinq cents acres situé dans la partie non organisée de la seigneurie du Lac Témiscouata, dans la région de la rivière Caldwell ; et borné à l'est par le Lac Témiscouata, au sud-est par le numéro 245 du 1er rang du Lac, au sud par l'arrière-ligne du rang nord-est de l'ancien chemin du Lac, au nord par la ligne nord du premier rang de la rivière Caldwell, prolongée jusqu'à un point situé à deux cent cinquante chaînes de la rive du Lac Témiscouata, à l'ouest par une ligne partant du dit point et menée, vers le sud, parallèlement à l'arrière-ligne du rang de la rivière Caldwell, jusqu'à l'arrière ligne du rang nord-est de l'ancien chemin Témiscouata ;

Troisièmement, d'une partie démembrée de la paroisse de Notre-Dame du Lac Témiscouata, couvrant une étendue de cinq mille neuf cent trente acres, plus ou moins, et comprenant :

(a) Dans le premier rang du Lac, tous les lots du cadastre depuis le No un jusqu'au No dix-neuf, inclusivement ;

(b) Dans le deuxième rang du Lac, tous les lots depuis le No deux cent trente-huit jusqu'au No deux cent cinquante-neuf, inclusivement ;

(c) Dans le rang sud-est du chemin Bertrand, tous les lots depuis le No trois cent quatre-vingt-dix-

Canada,  
Province of }  
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

## PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS L. N.  
*Assistant Attorney General.* } Asselin, esq., secretary to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the revised statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Rimouski, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec, his certificat establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Mathias de Cabano, in the county of Témiscouata, in the said roman catholic diocese of Rimouski, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Mathias de Cabano, in the county of Témiscouata, covers an extent of twenty three thousand three hundred and fifty acres, more or less, and is formed :

Firstly, of a part dismembered from the parish of Saint-Louis-du-Ha-Ha!, covering an extent of three thousand acres, more or less, comprising :

(a) In the first range from Lake Témiscouata, all the cadastral lots from the number one to the number twenty three, inclusively, as also the number 1-A, and from the number two hundred and forty five to the number two hundred and sixty one, inclusively.

(b) In the first range south west of the Témiscouata road, the lots numbers twenty four, twenty five and twenty six.

(c) In the second range north south of the Témiscouata road, the lots numbers 119, 120, 121, 123 and 124.

(d) In the range north east from the Témiscouata road, the numbers 125, 126 and 127.

Secondly, of a lot of eight thousand five hundred acres, situate in the unorganized part of the seignior of Lake Témiscouata, in the region of the river Caldwell ; and bounded on the east by the Lake Témiscouata, on the south east by the number 245, of the first range from the lake, on the south by the rear line of the range north east of the old Lake road, on the north by the north line of the first range from the river Caldwell, prolonged to a point situate at two hundred and fifty chains from the bank of the lake Témiscouata, on the west by a line starting from the said point and drawn, towards the south, parallel to the rear line of the range from the river Caldwell, to the rear line of the range north east of the old Témiscouata road.

Thirdly, of a part dismembered from the parish of Notre Dame du Lac Témiscouata, covering an extent of five thousand nine hundred and thirty acres, more or less, and comprising :

(a) In the first range from the Lake, all the cadastral lots from the number two hundred and thirty eight to the number two hundred and fifty nine, inclusively.

(b) In the second range from the Lake, all the lots from the No. two hundred and thirty eight to the No. two hundred and forty nine, inclusively.

(c) In the range south east from the Bertrand road, all the lots from the No. three hundred and

huit jusqu'au No quatre cent dix-neuf, inclusive-  
ment, ainsi que le numéro quatre cent quarante ;

(d) Dans le rang nord-ouest du chemin Bertrand, tous les lots depuis le numéro quatre cent vingt jusqu'à l'extrémité sud du rang, ainsi que le numéro quatre cent cinquante-quatre ;

Quatrièmement, d'un terrain de quatre mille cinq cents acres, plus ou moins, situé dans la partie non organisée de la seigneurie du lac Témiscouata, et borné au nord-est par l'arrière ligne de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, au nord-ouest par la ligne actuelle de la paroisse de Saint-Louis-du-Ha ! Ha ! au sud-est par une ligne qui fera l'arrière-fronteau des terres de la route allant à la mission de Sainte-Eusèbe de Cabano, et vers le sud-ouest par le canton Cabano ;

Cinquièmement, enfin, des lots numéros 48, 49 et 50 du 7e rang ; 48, 49, 50 et 51 de chacun des 8e et 9e rangs, et 50, 51 et 52 du 10e rang du canton Cabano, couvrant collectivement une superficie de neuf cent vingt acres, plus ou moins.

A CES CAUSES, NOUS AVONS confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Mathias de Cabano décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

3795 Sous-secrétaire de la province.

Canada,  
Province de  
Québec. }  
L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'OC-

tober, ninety eight to the No. four hundred and nineteen, inclusively, as well as the number four hundred and forty.

(d) In the range north west of the Bertrand road, all the lots from the number four hundred and twenty to the south extremity of the range, as well as the number four hundred and fifty four.

Fourthly, of a lot of four thousand five hundred acres, more or less, situate in the unorganized part of the seigniorie of Lake Temiscouata, and bounded on the north east by the rear line of the parish of Notre Dame du Lac, on the north east by the actual line of the parish of Saint Louis du Ha ! Ha !, on the south east by a line which will form the rear front of the lands of the road leading to the mission of Saint Eusèbe de Cabano, and on the south west by the township Cabano.

Fifthly, lastly, of the lots numbers 48, 49 and 50 of the seventh range ; 48, 49, 50 and 51 of each of the 8th and 9th ranges, and 50, 51 and 52 of the 10th range of the township Cabano, covering an area of nine hundred and twenty acres, more or less.

Now KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Mathias de Cabano aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Mathias de Cabano, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this NINETEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

3796 Deputy Provincial Secretary.

Canada,  
Province of  
Québec. }  
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TWENTY SEVENTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWENTY SEVENTH day of the month of OCTO-

TOBRE mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était anjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le SIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec

3549

### Avis du Gouvernement

#### LOI DES SYNDICATS D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Terrebonne, sous le nom de "Syndicat d'Elevage de Saint-Jérôme", avec sa principale place d'affaires à Saint Jérôme.

JULES ALLARD,  
Ministre de l'Agriculture.  
Québec, 21 novembre 1906. 3791

Québec, 10 novembre 1906.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par M. Louis Albert Bédard, notaire public, demeurant et pratiquant à Saint-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de M. Antoine Goyer, notaire public, du même endroit, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.  
3671.2

No 3546.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande délimitation de municipalités scolaires.*

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans le comté de Mégantic, les immeubles ayant au cadastre officiel du canton Inverness les numéros 1385 et 1389, et de les annexer

BER, one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear:

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the SIXTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec. and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this NINETEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

3550

### Government Notice

#### ACT OF STOCK-BREEDING SYNDICATES.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Terrebonne, under the name of "The Stock-breeding Syndicate of Saint Jérôme", with its principal place of business at Saint Jérôme.

JULES ALLARD,  
Minister of Agriculture.  
Quebec, 21st November, 1906. 3792

Quebec, 10th November, 1906.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant of the province of Quebec, by Mr. Louis Albert Bédard, notary public, practising and residing at Saint Remi, county of Napierville, district of Iberville, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Antoine Goyer, notary public, of the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.  
3672

No. 3546.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application for boundaries of school municipalities.*

Application is made to detach from the school municipality of Inverness, county of Mégantic, the lots bearing on the official cadastre of the township of Inverness, the numbers 1385 and 1389, and to

à la municipalité scolaire de Sainte-Anastasia, dans le même comté.

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1907. 3695.2

Québec, 14 novembre 1906.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de la paroisse de Saint-Gérard Magella, comté de L'Assomption, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

3733.2

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

AVIS.

DANS LA COUR DE L'ÉCHIQUEUR DU CANADA.

Une séance spéciale de la Cour de l'Échiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., aura lieu aux temps et endroit suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir:

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant jeudi, le 10e jour de janvier A. D., 1907, à 11 heures a. m.

3633-3

Par ordre,  
L. A. AUDETTE,  
Registraire.

DEMANDES AU PARLEMENT.

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

*Extraits des règles du Sénat.*

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*; cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté ou district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis et les requérants feront

annex them to the school municipality of Sainte Anastasia, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1907. 3696

Quebec, 14th November, 1906.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the parish of Saint Gerard Magella, county of L'Assomption, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representation to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

3734

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

NOTICE.

IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA.

A special sitting of the Exchequer Court of Canada for the trial of cases, etc., will be holden at the following time and place, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting; and if no case or matter is so entered or set down for such sitting, then the same shall not be holden, viz:

At the court house, in the city of Québec, P. Q., commencing on Thursday, the 10th day of January A. D., 1907, at 11 A. M.

3634

By order,  
L. A. AUDETTE,  
Registrar.

APPLICATIONS TO PARLIAMENT

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

*Extracts from Rules of the Senate.*

All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an Act of Incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice.

In addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in some leading newspaper in the principal city, town or village, in each county or district and in each province or territory which may be affected by the passage of such Private Bills, according to the nature of the undertakings contemplated thereby.

And, if the works of any Company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specially mentioned in the Notice; and

envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statutaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous ces cas, les avis insérés soit à la *Gazette du Canada* ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille, les mots: "Avis de bill privé"; ou l'on peut transmettre, au lieu des journaux, une déclaration statutaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,  
3353 Greffier du Sénat.

#### CHAMBRE DES COMMUNES.

##### RÈGLES RELATIVES AUX PÉTITIONS ET AUX BILLS PRIVÉS.

###### *Pétitions pour Bills Privés.*

87. (1) Les pétitions pour bills privés ne sont reçues par la Chambre que pendant les six premières semaines de la session, et tout bill privé sera présenté à la Chambre dans les deux semaines à compter de l'époque où l'Examineur ou le comité des ordres permanents auront fait un rapport favorable sur la pétition, et nulle motion à l'effet de suspendre cette règle ne sera acceptée, à moins qu'au préalable le comité des ordres permanents n'ait présenté un rapport recommandant cette suspension et exposant les raisons la motivant.

(2) Qu'il soit enjoint à tous les comités sur bills privés, dans le cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures quand celles-ci auront été appelées deux fois en deux occasions différentes devant le comité pour y être discutées, de rapporter ces mesures à la Chambre sans délai, faisant connaître les faits, et avec la recommandation que ces bills soient retirés.

###### *Dépôt de bills et honoraires.*

88. (1) Toute personne qui voudra obtenir un bill privé sera tenu de déposer entre les mains du greffier de la Chambre, au moins huit jours avant la réunion de la Chambre, un exemplaire de ce bill en anglais ou en français, avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression, la traduction en devant être faite par les fonctionnaires de la chambre, et l'impression par le département des impressions publiques, et si pareil bill n'est pas déposé dans le délai ci-dessus prescrit, le solliciteur devra, en sus des frais d'impression et de traduction, payer la somme de (cinq) dollars pour chaque jour qui s'écoulera entre le dit huitième jour avant la réunion de la Chambre et la date de la présentation du bill; mais ces taxes additionnelles ne devront pas dépasser en totalité la somme de deux cents dollars.

2. Après la seconde lecture d'un bill et avant sa considération par le comité auquel il est référé, le solliciteur paiera, dans tous les cas, le coût de l'impression de l'acte dans les statuts, et un honoraire de deux cents piastres.

the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the Clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the Secretary of the Province in which such works are or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the Committee of Standing Orders; and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the Senate.

All such Notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks; and, when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and *Marked* copies of each issue of all newspapers containing any such Notice shall be sent to the clerk of the Senate, endorsed "Private Bill Notice"; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars, see the Rules of the Senate relative thereto, published in the *Canada Gazette*.

SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,  
3354 Clerk of the Senate.

#### HOUSE OF COMMONS.

##### RULES RELATIVE TO PETITIONS AND PRIVATE BILLS.

###### *Petitions for Private Bills.*

87. (1) Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first six weeks of the session, and every Private Bill shall be presented to the House within two weeks after the petition therefor has been favourably reported upon by the Examiner or by the Committee on Standing Orders, and no motion for the suspension of this Rule shall be entertained unless a report has been first made by the Committee on Standing Orders recommending such suspension and giving their reasons therefor.

(2) That it be an instruction to all Committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the Committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith, together with a statement of the facts and with the recommendation that such Bills be withdrawn.

###### *Deposit of Bills and Fees.*

88. (1) Any person desiring to obtain any Private Bill shall deposit with the Clerk of the House, at least eight days before the meeting of the House, a copy of such Bill in the English or French language, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same; the translation to be done by the officers of the House, and the printing by the Department of Public Printing, and if such Bill is not deposited by the time above specified the applicant shall, in addition to the charges for printing and translation pay the sum of (five) dollars for each and every day which intervenes between the said eighth day before the meeting of the House and the date of the filing of the Bill; but such additional charge shall not exceed in the aggregate in any one case the sum of two hundred dollars.

2. After the second reading of a Bill and before its consideration by the Committee to which it is referred, the applicant shall in every case pay the cost of printing the Act in the Statutes, and a fee of two hundred dollars.

## Taxes supplémentaires.

Les taxes suivantes seront également imposées et payées, en sus de celles qui précèdent, savoir :—

- (a) Lorsqu'une règle de la Chambre est suspendue relativement à un bill, ou à la pétition de ce bill pour chaque suspension ..... \$100 00
- (b) Lorsqu'un bill est présenté dans la Chambre après la huitième semaine de la session et avant la fin de la douzième ..... 100 00
- (c) Lorsqu'un bill est présenté dans la Chambre après la douzième semaine de la session ..... 200 00
- (d) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$250,000, et n'excède pas \$500,000 ..... 100 00
- (e) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$500,000, et n'excède pas \$750,000 ..... 150 00
- (f) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$750,000, et n'excède pas \$1,000,000 ..... 200 00
- (g) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$1,000,000, et n'excède pas \$1,500,000 ..... 300 00
- (h) Lorsque le capital social projeté d'une compagnie dépasse \$1,500,000 et n'excède pas \$2,000,000 ..... 400 00
- (i) Pour chaque million ou fraction de million de dollars additionnel ..... 100 00

4. Lorsqu'un bill a pour objet d'augmenter le capital social d'une compagnie, la taxe supplémentaire sera établie d'après le tarif ci-dessus, mais ne sera exigée que sur le chiffre de l'augmentation.

5. Lorsqu'un bill a pour objet d'augmenter les pouvoirs de contracter des emprunts d'une compagnie sans aucune augmentation du capital social, la taxe supplémentaire sera de \$300.00.

6. S'il est apporté quelque changement dans le capital social projeté d'une compagnie ou s'il y est fait aucune augmentation à une phase quelconque d'un bill, le dit bill ne passera pas à la phase suivante tant qu'il n'aura pas été déposé un certificat du fonctionnaire qu'il appartient attestant que le versement des taxes résultant de ce changement a été régulièrement effectué.

7. Dans la présente règle, l'expression "capital social projeté" comprend toute augmentation de ce capital prévue dans le bill.

8. Les taxes supplémentaires prescrites en l'article 3 de la présente règle s'appliqueront aussi aux bills privés prenant naissance au Sénat, sauf, toutefois, que si une pétition demandant pareil bill privé a été reçue par cette chambre dans les six premières semaines de la session, les taxes supplémentaires imposées sous l'empire des alinéas b et c de l'article 3 ne seront pas exigées.

THOMAS B. FLINT,  
Greffier des Communes.

## RÈGLES RELATIVES AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

90. Toutes demandes, queltes qu'elles soient, adressées au Parlement pour bills privés, devront être procédées d'un avis dans la *Gazette du Canada*; le dit avis devra énoncer clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, et devra être signé par les postulants ou en leur nom avec les adresses des signataires; et lorsque la demande aura pour objet un acte constitutif, le nom de la compagnie projetée devra être donné dans l'avis. Et si les travaux de quelque compagnie (constituée ou à être constituée en corporation) doivent être déclarés à l'avantage général du Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les postulants feront adresser une copie du dit avis, par lettre enregistrée, au greffier de chaque comté ou municipalité qui pourra être spécialement concernée dans la construction ou l'exploitation des dits travaux, et aussi au secrétaire de province dans laquelle les dits travaux sont ou

## Additional charges.

The following charges shall also be levied and paid in addition to the foregoing, viz. :—

- (a) When any Rule of the House is suspended in reference to a Bill or the Petition therefor, for each such suspension ..... \$100 00
- (b) When a Bill is presented in the House after the eighth week of the session and before the end of the twelfth week ..... 100 00
- (c) When a Bill is presented in the House after the twelfth week of the session. 200 00
- (d) When the proposed capital stock of a company is over \$250,000 and does not exceed \$500,000 ..... 100 00
- (e) When the proposed capital stock of a company is over \$500,000 and does not exceed \$750,000 ..... 150 00
- (f) When the proposed capital stock of a company is over \$750,000 and does not exceed \$1,000,000 ..... 200 00
- (g) When the proposed capital stock of a company is over \$1,000,000 and does not exceed \$1,500,000 ..... 300 00
- (h) When the proposed capital stock of a company is over \$1,500,000 and does not exceed \$2,000,000 ..... 400 00
- (i) For every additional million dollars or fractional part thereof ..... 100 00

4. When a Bill is for the purpose of increasing the capital stock of a company, the additional charge shall be according to the above tariff, but shall be charged upon the amount of the increase only.

5. When a Bill is for the purpose of increasing the borrowing powers of a company without any increase in the capital stock, the additional charge shall be \$300.00.

6. If any change in the amount of the proposed capital stock of a company, or of any increase thereto, be made at any stage of a Bill, the said Bill shall not be advanced to the next stage until a certificate has been filed with the proper officer to the effect that the payment of the charges consequent upon such change has been duly made.

7. In this Rule the term "proposed capital stock" includes any increase thereto provided for in the Bill.

8. The additional charges provided for in section 3 of this Rule shall also apply to Private Bills originating in the Senate; provided, however, that if a petition for any such Bill has been received by this House within the first six weeks of the session, the additional charges made under subsections b and c of section 3 shall not be levied thereon.

THOMAS B. FLINT,  
Clerk House of Commons.

## RULES RELATIVE TO NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

90. All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and when the application is for an Act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the notice. If the works of any company (incorporated, or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specifically mentioned in the notice; and the applicants shall cause a copy of such notice to be sent by registered letter to the Clerk of each county or municipality which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also to the Secretary of the Province in which such works are, or may be located; and proof of com-

pourront être situés ; et une déclaration conforme à la loi devra attester que cette formalité a été remplie par les postulants.

Outre l'avis susdit à publier dans la *Gazette du Canada*, un avis semblable devra aussi être publié dans quelque journal important, comme suit :—

A. Lorsque la demande sera faite pour un acte constituant en corporation, —

1. Une compagnie de chemin de fer ou de canal :— Dans la principale cité et ville ou dans la principal village dans chaque comté où devront être construits le chemin de fer ou le canal projetés.

2. Une compagnie de télégraphe ou de téléphone :— Dans la principale cité ou ville dans chaque province ou territoire où la compagnie se propose de faire des opérations.

3. Une compagnie pour la construction de travaux quelconques de nature à produire un changement dans une localité particulière par suite de leur construction ou exploitation ; ou pour obtenir quelques droits ou privilèges exclusifs ; ou pour faire quelques opérations pouvant porter atteinte aux droits ou à la propriété de particuliers :— Dans la localité ou les localités qui pourraient être atteintes par la législation projetée.

4. Une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de fidicommis ; une compagnie de prêt ; ou une compagnie industrielle, sans pouvoirs exclusifs quelconques :— Dans la *Gazette du Canada* seulement.

B. Lorsque la demande sera aux fins d'amender un acte existant. —

1. Pour le prolongement de quelque ligne de chemin de fer ou de quelque canal, ou pour la construction d'embranchements des dits chemin de fer ou canal :— Dans la principale cité, la principale ville ou le principal village dans chaque district ou comté devant être traversé par ce prolongement ou cet embranchement.

2. Pour la prolongation d'une charte ou du délai fixé pour la construction ou l'achèvement d'une ligne de chemin de fer, d'un canal, ou d'une ligne de télégraphe ou de téléphone quelconques, ou de tous autres travaux déjà autorisés ; ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsque cela n'implique pas la concession de droits exclusifs) ; ou pour l'augmentation ou la réduction du capital social de quelque compagnie ; ou pour augmenter ou modifier ses pouvoirs d'émettre des obligations ou de contracter des emprunts, ou pour tout amendement pouvant porter atteinte aux droits ou intérêts des actionnaires ou des porteurs d'obligations ou des créanciers de la compagnie :— Dans la localité où le bureau principal de la compagnie est ou doit être autorisé à s'établir.

(C.) Lorsque la demande a pour objet d'obtenir pour une personne ou une corporation déjà constituée des droits ou privilèges exclusifs ou le pouvoir de faire quelque chose dont l'accomplissement pourrait porter atteinte aux droits ou aux biens d'autres personnes : dans la localité ou les localités particulières que l'acte projeté pourrait atteindre.

Tous ces avis, qu'ils soient insérés dans la *Gazette du Canada* ou dans un journal, devront être publiés au moins une fois par semaine pendant une durée de cinq semaines consécutives ; et en ce qui concerne les provinces de Québec et de Manitoba, ils devront y être publiés en anglais et en français ; et dans le cas où il n'y aura pas de journal dans une localité où l'avis doit être donné, cet avis sera donné dans la localité la plus rapprochée dans laquelle il se publie un journal ; et la preuve de la publication régulière de l'avis sera établie dans chaque cas par une déclaration conforme à la loi ; et toutes ces déclarations devront être transmises au greffier de la Chambre et être endossées "Avis de bill privé".

(D.) Tout pareil avis sera transmis par la poste par lettre enregistrée de manière à parvenir au secrétaire de la province, et au greffier du conseil de comté et de la corporation municipale, au moins deux semaines avant que l'Examineur ou le comité des ordres permanents ne prennent la péti-

pliance with this requirement by the applicants shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall also be published in some leading newspaper, as follows :—

A. When the application is for an Act to incorporate :

1. A Railway or Canal Company :—In the principal city, town or village in each county or district through which the proposed railway or canal is to be constructed.

2. A Telegraph or Telephone Company :—In the principal city or town in each Province or Territory in which the company proposes to operate.

3. A company for the construction [of any works which in their construction or operation might specially affect the particular locality ; or for obtaining any exclusive rights or privileges ; or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of others :—In the particular locality or localities which may be affected by the proposed Act.

4. A Banking Company ; An Insurance Company ; A Trust Company ; A Loan Company ; or an Industrial Company without any exclusive powers :—In the *Canada Gazette* only.

B. When the application is for the purpose of amending an existing Act :

1. For an extension of any line of railway, or of any canal, or for the construction of branches thereto :—In the principal city, town or village in each county or district through which such extension or branch is to be constructed.

2. For a continuation of a charter or for an extension of the time for the construction or completion of any line of railway, or of any canal, or of any telegraph or telephone line, or of any other works already authorized ; or for any extension of the powers of a company (when not involving the granting of any exclusive rights) ; or for the increase or reduction of the capital stock of any company ; or for increasing or altering its bonding or other borrowing powers ; or for any amendment which would in any way affect the rights or interests of the shareholders or bondholders or creditors of the company :—In the place where the head office of the company is situated, or is authorized to be.

(C) When the application is for the purpose of obtaining for any person or existing corporation any exclusive rights or privileges or the power to do any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of others :—In the particular locality or localities which may be affected by the proposed Act.

All such notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week, for a period of five consecutive weeks ; and when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages ; and if there be no newspaper in a locality where a notice is required to be given, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published ; and proof of the due publication of notice shall be established in each case by statutory declaration ; and all such declarations shall be sent to the Clerk of the House endorsed, "Private Bill Notice."

(D.) Every such notice by registered letter shall be mailed in time to reach the Secretary of the Province and the Clerk of such County Council and Municipal Corporation not less than two weeks before the consideration of the petition by the Examiner or the Committee on Standing Orders,

tion en délibération, et une déclaration conforme à la loi et établissant ce dépôt à la poste, sera adressée au greffier de la Chambre.

(E) Tous bills privés pour actes constitutifs devront être adressés de manière à incorporer, par mode de renvoi, les clauses des actes généraux se rapportant aux détails auxquels ces bills doivent pourvoir ; l'on devra énoncer les raisons spéciales de toute déviation de ce principe, ou de l'introduction d'autres dispositions relatives à ces détails, et une note devra être annexée au bill pour indiquer les dispositions du bill au sujet desquelles l'on propose de s'écarter de l'acte général ; les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, devront être remodelés par les promoteurs et réimprimés à leurs frais avant qu'aucun comité passe à l'examen de leurs clauses.

THOMAS B. FLINT,

3211 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,

and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the House.

(E.) All private bills for Acts of incorporation shall be so framed as to incorporate by reference the clauses of the *General Acts* relating to the details to be provided for by such bills ;—special grounds shall be established for any proposed departure from this principle, or for the introduction of other provisions as to such details, and a note shall be appended to the bill indicating the provisions thereof in which the *General Act* is proposed to be departed from ;—Bills which are not framed in accordance with this *Rule*, shall be recast by the promoters, and reprinted at their expense, before any committee passes upon the clauses.

THOS. B. FLINT,

Clerk House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer

de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

3295

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire tout ce qui peut affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

3296

LOUIS FRECHETTE,

C. L. C.

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the pervue of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways' turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

3297

## Demandes à la Législature

### AVIS.

La Société des Artisans Canadiens-Français donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander, suivant les résolutions de la convention générale, les amendements suivants à sa charte: régler l'admission des femmes comme membres de la société; changer le nombre des délégués aux conventions générales; donner aux conventions générales le droit de créer les juridictions; faire disparaître les restrictions de la charte quant aux succursales et autres pouvoirs, etc.

FONTAINE & LABELLE,  
Procureurs.

Montréal, 15 novembre 1906.

3817

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

3298

## Applications to the Legislature

### NOTICE.

"La Société des Artisans Canadiens-Français" give hereby notice that, according to the resolutions of the general convention, the following amendments to the charter of the society will be presented to the Legislature of Quebec, at its next session; to settle the admission of women as members of the society; to change the number of delegates to the general conventions; to give to the general conventions the right to create jurisdictions; to take away the restrictions of the charter as regard the branches and other powers, &c.

FONTAINE & LABELLE,  
Solicitors.

Montreal, 15th November, 1906.

3818

## "THE ENGINEERS CLUB OF MONTREAL."

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Engineer Club of Montreal", pour obtenir un acte afin d'amender sa constitution, augmenter ses pouvoirs et entre autres fins autoriser le club de posséder des immeubles, les hypothéquer, émettre du stock, obligations et débetures.

CLAXTON & KER,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 novembre 1906. 3807

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer de Québec et de l'Isle d'Orléans," avec pouvoir d'établir, construire et opérer une ligne de chemin de fer partant d'un point dans ou près de la cité de Québec, traversant ensuite sur l'Isle d'Orléans qu'elle pourra parcourir en faisant le tour ou autrement jusqu'à la paroisse de Saint-François, et octroyant à la dite compagnie divers pouvoirs incidents et liés à la construction et à l'opération d'un tel chemin de fer.

PHILIAS CORRIVEAU,  
Solliciteur des requérants.

3823

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte aux fins d'incorporer la "Canadian Nurses Association", le but de l'association étant l'instruction et le perfectionnement mutuels et l'instruction professionnelle graduée.

BROSSEAU & HOLT,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 octobre 1906. 3519-5

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte d'incorporation des "Frères de Saint-Vincent de Paul", corporation religieuse, se dévouant aux œuvres de charité et de jeunesse.

C. N. HAMEL,  
Procureur.

Québec, 8 novembre 1906. 3653.3

Avis est par le présent donné que "The Congregation Ahawath Achim of Montréal", corps ou congrégation professant la croyance juive, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte constituant telle congrégation ou tel corps et toutes autres personnes qui sont membres ou qui peuvent devenir membres de telle congrégation ou de tel corps, en une corporation sous le nom de "Congregation Temple Solomon of Montreal", avec pouvoir d'acquérir et posséder des immeubles, tenir des registres de l'état civil, et exercer tous les autres droits ayant rapport aux congrégations religieuses.

JACOBS & GARNEAU,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 31 octobre 1906. 3577-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de "The Royal Highlanders' of Canada Armoury Association", dans le but de posséder et tenir un arsenal militaire et pour autres fins régimentaires et militaires, avec pouvoir de posséder des immeubles, et tels autres pouvoirs ayant rapport à l'entreprise.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 8 novembre 1906. 3667 2

Avis est par le présent donné que Andrew Hamilton Gault, Dame P. G. R. Benson et Dame A. F. Gault s'adresseront à la législature de la

## "THE ENGINEERS CLUB OF MONTREAL".

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, by The Engineers Club of Montreal, for an act to amend its constitution, increase its powers, and amongst other purposes, to authorize the club to hold real estate, hypothecate the same, issue stock, bonds and debentures.

CLAXTON & KER,  
Solicitors for applicant.

Montreal, 22nd November, 1906. 3808

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate "The Quebec and Island of Orleans Railway Company" with power to establish, construct and operate a line of railway from a point in or near the city of Quebec, crossing over to the Island of Orleans which it may cross or run around to reach the parish of Saint François, and granting it such other powers as may be incidental to or connected with the operation of such railway.

PHILIAS CORRIVEAU,  
Solicitor for applicants.

3824

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the Canadian Nurses Association, the object of the association being mutual instruction and improvement and graduate professional instruction.

BROSSEAU & HOLT,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 15th October, 1906. 3520

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the "Frères de Saint Vincent de Paul", a religious corporation devoted to works of charity and the care of youth.

C. N. HAMEL,  
Attorney.

Quebec, 8th November, 1906. 3654

Notice is hereby given that the Congregation Ahawath Achim of Montreal, a body or congregation professing the Jewish belief, will apply to the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act constituting such congregation or body and all other persons who are, or may become, members of such congregation or body, a corporation under the name of "Congregation Temple Solomon of Montreal", with power to acquire and possess immoveable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations.

JACOBS & GARNEAU,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 31st October, 1906. 3578

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the incorporation of The Royal Highlanders' of Canada Armoury Association, for the purpose of owning and maintaining a regimental armoury, and for other regimental and military purposes, with power to hold real estate, and such other powers as may be incidental to the undertaking.

DAVIDSON & WAINWRIGHT,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 8th November, 1906. 3668

Notice is hereby given that Andrew Hamilton Gault, Mrs. P. G. R. Benson and Mrs. A. F. Gault will apply to the Legislature of the province of

province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant les administrateurs nommés en vertu du testament de feu A. F. Gault, à augmenter les allocations du dit Andrew Hamilton Gault et de la dite Dame P. C. R. Benson.

WHITE & BUCHANAN,  
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 12 novembre 1906. 3681.2

AVIS.

Une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender et refondre les divers actes concernant l'incorporation de la cité de Hull.

T. P. FORAN,  
Procureur de la cité.

Hull, 12 novembre 1906. 3707.2

Avis est par le présent donné que la corporation du village de Bordeaux s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendant sa charte, VI, Edouard VII, chap. 56, pour entre autres choses, changer son nom en celui de Ville de Bordeaux, diviser la municipalité en quartiers, définir ses pouvoirs d'emprunt et autres fins.

EDMOND LUSSIER,  
Procureur de la requérante.

Bordeaux, octobre 1906. 3621-3

AVIS PUBLIC.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour une "Loi amendant et réorganisant la charte de l'Association des pompiers de Montréal", et que les amendements demandés se rapporteront à l'admission des membres, à la création d'un fonds de pension, aux finances, aux règlements, au mode d'administration, aux bénéfices des membres, à leurs contributions et aux pouvoirs de l'association.

J. J. BEAUCHAMP,  
Avocat de la requérante.

Montréal, 5 novembre 1906. 3627.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville de "Notre-Dame des Neiges" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour amender sa charte, 52 Victoria, chapitre 85, la déclarant sujette aux dispositions de la loi concernant les cités et villes de 1903, 3 Edouard VII, chapitre 38, pour entr'autres fins, les suivantes, savoir : pour diviser la ville en quartiers ; pour déterminer le mode d'élection du maire et des échevins, en fixant leur terme d'office, leur nombre et leur qualification ; pour contrôler l'établissement de systèmes d'égoûts, champs d'épuration, fosses septiques, hôpitaux et autres constructions, dans les limites de la ville ; pour réglementer ou prohiber la vente des liqueurs enivrantes : pour définir ses pouvoirs d'emprunt et autres fins.

R. G. DE LORIMIER,  
Procureur de la corporation de la ville de  
"Notre-Dame des Neiges".

Montréal, 7 novembre 1906. 3643.3

Avis est donné que le Crédit Foncier Franco Canadien demandera à la législature de Québec, à la prochaine session, d'amender ses statuts relatifs à la forme et à la valeur d'émission des obligations, et à la valeur d'acquisition des immeubles sociaux.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,  
Procureurs du Crédit Foncier F. C.  
Montréal, 30 octobre 1906. 3645-3

Quebec, at its next session, for an act to authorize the trustees, appointed under the will of the late A. F. Gault, to increase the allowances of said Andrew Hamilton Gault and Mrs. P. G. R. Benson.

WHITE & BUCHANAN,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 12th November, 1906. 3682

NOTICE.

Application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend and to consolidate the several acts concerning the incorporation of the city of Hull.

T. P. FORAN,  
City solicitor.

Hull, 12th November, 1906. 3708

Notice is hereby given that the corporation of the village of Bordeaux will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, VI Edouard VII, chapter 56, and amongst other purposes to change the name into that of the Town of Bordeaux, to divide the municipality in wards, to define its borrowing powers and other purposes.

EDMOND LUSSIER,  
Attorney for the petitioner.

Bordeaux, October, 1906. 3622

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for "An act to amend and consolidate the charter of the Montreal Firemen's Benefit Association", and that the amendments will refer to the admission of members, to the creation of a pension fund, to the finances, to the by-laws, to the mode of administration, to the benefits of the members, to their contributions and to the powers of the association.

J. J. BEAUCHAMP,  
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 5th November, 1906. 3628

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Notice is hereby given that the corporation of the town of "Notre-Dame des Neiges" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter, 52 Victoria, chapter 85, declaring it subject to the dispositions of the law of the cities and towns, 1903, 3 Edouard VII, chapter 38, for amongst other purposes the following, to wit : to divide the town into wards ; to determine the mode for the election of the mayor and aldermen, and to fix their term of office, their number and qualification ; to control the establishment of sewerage systems, epuration fields, septical holes, hospitals and other constructions within the limits of the town ; to regulate or prohibit the sale of spirituous liquors ; to define its borrowing powers and other purposes.

R. G. DE LORIMIER,  
Attorney for the corporation of the town of  
"Notre-Dame des Neiges".

Montreal, 7th November, 1906. 3644

"Notice is given by the "Credit Foncier Franco Canadien" that it shall apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for amendment of its statutes, relating to the form and value of issue of bonds, debentures and obligations, and to the value of real estate acquired, built or owned by the company.

ANGERS, DE LORIMIER & GODIN,  
Attorneys for the "Credit Foncier F. C."  
Montreal, 30th October, 1906. 3646

## AVIS.

The "Glee Club Teutonia" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de changer son nom, confirmer son incorporation et étendre ses pouvoirs.

GOLDSTEIN &amp; BEULLAC,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 15 novembre 1906. 3757.2

## Avis Divers

## DISTRICT ELECTORAL DE BROME.

Election partielle.

Extrait de l'état des dépenses d'élection encourues par et pour W. F. Vilas, l'un des candidats à la susdite élection :

Impression.....	\$50 00
Voitures.....	29 00
Billets de chemin de fer.....	2 00
Dépenses personnelles du candidat pour comptes d'hôtel, voitures, etc.....	17 95

\$98 95

Certifié être un état vrai et fidèle de toutes les dépenses encourues par et pour W. F. Vilas, candidat à la dite élection.

WILLIAM F. VILAS,

Candidat.

MERRITT STEVENS,

Agent d'élection du dit candidat.

Cowansville, 6 novembre 1906. 3781

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3149.

Dame Augustine Laporte, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, J. Arthur Plourde, de Montréal.

ZEPHIRIN FILION,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 16 novembre 1906. 3763

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
No 755.

Dame Mary McAllister, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse de Michael Millet, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice par un des juges de la cour supérieure,

Demanderesse ;

vs

Défendeur.

Le dit Michael Millet,  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13e jour de novembre courant.

CAMPBELL &amp; GENDRON,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 19 novembre 1906. 3769

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Annie Joséphine Hall, épouse commune en biens de John Robert Speir, docteur en médecine, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le No 3168, des records de la dite cour supérieure.

BUSTEED &amp; LANE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 20 novembre 1906. 3783

## NOTICE.

The Glee Club Teutonia will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to change its name, confirm its incorporation and extend its powers.

GOLDSTEIN &amp; BEULLAC,

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th November, 1906. 3758

## Miscellaneous Notices

## ELECTORAL DISTRICT OF BROME.

By-election.

Abstract of statement of election expenses incurred by and on behalf of W. F. Vilas, one of the candidates at above named election :

Printing.....	\$50 00
Livery.....	29 00
R. R. fare.....	2 00
Personal expenses of candidate for hotel bills, carters, &c.....	17 95

\$98 95

Certified to be a true and faithful statement of all election expenses incurred by or on behalf of W. F. Vilas, a candidate at said election.

WILLIAM F. VILAS,

Candidate.

MERRITT STEVENS,

Election agent of said candidate.

Cowansville, 6th November, 1906. 3782

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3149.

Dame Augustine Laporte, of Montreal, duly authorized, has, this day, taken an action in separation as to property against J. Arthur Plourde, her husband, of Montreal.

ZEPHIRIN FILION,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 16th November, 1906. 3764

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
No. 755.

Dame Mary McAllister, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Michael Millet, of the same place, carpenter, duly authorized to ester en justice by one of the judges of the superior court,

Plaintiff ;

vs

Defendant.

The said Michael Millet,  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 13th day of November instant.

CAMPBELL &amp; GENDRON,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 19th November, 1906. 3770

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Annie Josephine Hall, wife common as to property of John Robert Speir, doctor of medicine, of the town of Westmount, in the district of Montreal, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband, under the No. 3168, of the records of the said superior court.

BUSTEED &amp; LANE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 20th November, 1906. 3784

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure*  
District de Montréal. }  
No 2365.  
Emilia Bolduc, épouse de Joseph Arthur Gauthier, plombier, des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.  
GUERIN, MERRILL & HANDFIELD,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 20 novembre 1906. 3809

Dame Léda Dumont, épouse de Napoléon Jean, de Sainte-Rose du Dégelé, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, sous le No 3719 des dossiers de la cour supérieure du district de Kamouraska.  
W. A. POTVIN,  
Avocat de la demanderesse.  
Fraserville, 2 novembre 1906. 3685.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2315.  
Dame Annie E. Valiquet, épouse commune en biens de Arthur Johnson Whimbey, de la ville de Saint-Lambert, district de Montréal, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.  
STEPHENS & HARVEY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 5 novembre 1906. 3673.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 699.  
Dame Pearl Rosen, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hiam Lehrer, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;  
vs  
Le dit Hiam Lehrer, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.  
H. A. HUTCHINS,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 13 novembre 1906. 3715.2

Dame Alice Julien, dûment autorisée en justice, a institué une action en séparation de biens contre son époux, Francis alias François-Xavier Darveau, marbrier, de la ville de Grand'Mère, le neuvième jour de novembre courant.  
J. B. DALPHOND,  
Procureur de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 12 novembre 1906. 3721.2

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No 135.  
Emma Arcand, épouse de Albin Rainville, de Rougemont, comté de Rouville, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.  
LOUIS PHILIPPE FOURNIER,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Hyacinthe, 5 novembre 1906. 3617-3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1407.  
Dame Maggie Carmichael, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Alexander Dawson, du même lieu, la dite Dame Maggie Carmichael dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;  
vs  
Le dit John Alexander Dawson, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.  
PATTERSON & BROWN,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 27 octobre 1906. 3545.4

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 2365.  
Emilia Bolduc, wife of Joseph Arthur Gauthier, plumber, of the city and district of Montreal, has, this day, brought a suit for separation of property against her husband.  
GUERIN, MERRILL & HANDFIELD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 20th November, 1906. 3810

Dame Léda Dumont, wife of Napoléon Jean, of Sainte-Rose du Dégelé, has taken, to day, an action for separation as to property against her husband, under No. 3719 of the records of the superior court, district of Kamouraska.  
W. A. POTVIN,  
Attorney for plaintiff.  
Fraserville, 2nd November, 1906. 3686

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2315.  
Dame Annie E. Valiquet, wife common as to property of Arthur Johnson Whimbey, of the town of Saint Lambert, district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.  
STEPHENS & HARVEY,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 5th November, 1906. 3674

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 699.  
Dame Pearl Rosen, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hiam Lehrer, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;  
vs  
The said Hiam Lehrer, Defendant.  
An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.  
H. A. HUTCHINS,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 13th November, 1906. 3716

Dame Alice Julien, duly authorized by law, has brought a suit for separation of property against her husband, Francis alias François Xavier Darveau, marble cutter, of the town of Grand'Mère, on the ninth day of November instant.  
J. B. DALPHOND,  
Attorney for plaintiff.  
Three Rivers, 12th November, 1906. 3722

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 135.  
Emma Arcand, wife of Albin Rainville, of Rougemont, in the county of Rouville, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.  
LOUIS PHILIPPE FOURNIER,  
Attorney for plaintiff.  
Saint Hyacinth, 5th November, 1906. 3618

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1407.  
Dame Maggie Carmichael, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Alexander Dawson, of the same place, the said Dame Maggie Carmichael duly authorized à ester en justice, Plaintiff;  
vs  
The said John Alexander Dawson, Defendant.  
An action for separation as to property was, this day, taken by plaintiff against defendant.  
PATTERSON & BROWN,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 27th October, 1906. 3546

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 1472.

Dame Marie Dupuy, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Théophile Sagola, menuisier, ci-devant du même lieu, maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

BEAUDIN, LORANGER &  
 ST. GERMAIN,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 22 octobre 1906. 3523.5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 596.

Dame Regina Goldwater, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Freedman, du même lieu, autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs  
 Le dit Samuel Freedman, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JACOBS & GARNEAU,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 22 octobre 1906. 3491.5

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 No 1514.

Dame Octavie Lemaitre, de Québec, épouse commune en biens de Louis Zéphirin Richer, du même lieu, mécanicien, dûment autorisée à ester en justice par décret judiciaire,  
 Demanderesse ;

vs  
 Louis Zéphirin Richer, de Québec, mécanicien, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-cinquième jour d'octobre courant.

L. E. O. PAYMENT,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Québec, 26 octobre 1906. 3537.5

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Dame Amanda Dalpé, épouse commune en biens de Elie Gauthier, forgeron, de la paroisse de Varennes, dans le comté de Verchères, district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montréal, 8 novembre 1906. 3659.3

Province de Québec, }  
 District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*  
 No 202.

Dame Caroline Coutu, de Saint-Jean-Port-Joli, ci-devant veuve de Thomas Foster, de la cité de Montréal, électricien, et maintenant épouse de François Lavallée, de Saint-Jean-Port-Joli, marchand, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs  
 Le dit François Lavallée, Défendeur.  
 Une action en séparation de bien a été intentée, ce jour, en cette cause.

DIONNE & DIONNE,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Montmagny, 30 octobre 1906. 3583-4

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1472.

Dame Marie Dupuy, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Theophile Sagola, carpenter, hereofore of the same place, and now of parts unknown, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property from her said husband.

BEAUDIN, LORANGER &  
 ST. GERMAIN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 22nd October, 1906. 3524

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 596

Dame Regina Goldwater, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Freedman, of the same place, duly authorized to ester en justice,  
 Plaintiff ;

vs  
 The said Samuel Freedman, Defendant.  
 An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

JACOBS & GARNEAU,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 22nd October, 1906. 3492

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 No. 1514.

Dame Octavie Lemaitre, of Quebec, wife common as to property of Louis Zéphirin Richer, of the same place, machinist, duly authorized to appear in judicial proceedings,  
 Plaintiff ;

vs  
 Louis Zephirin Richer, of Quebec, machinist, Defendant.  
 An action for separation of property has been instituted in this cause, on the twenty fifth day of October instant.

L. E. O. PAYMENT,  
 Attorney for plaintiff.  
 Quebec, 26th October, 1906. 3538

*Superior Court.—District of Montreal.*

Dame Amanda Dalpé, wife common as to property of Elie Gauthier, blacksmith, of the parish of Varennes, in the county of Verchères, district of Richelieu, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GEOFFRION & BEAUCHAMP,  
 Attorneys for the plaintiff.  
 Montreal, 8th November, 1906. 3660

Province of Quebec, }  
 District of Montmagny. } *Superior Court*  
 No. 202.

Dame Caroline Coutu, of Saint Jean Port Joly, formerly widow of Thomas Foster, of the city of Montreal, electrician, and now wife of François Lavallée, of Saint Jean Port Joly, merchant, duly authorized to appear in judicial proceeding,  
 Plaintiff ;

vs  
 The said François Lavallée, Defendant.  
 An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

DIONNE & DIONNE,  
 Attorneys for plaintiff  
 Montmagny, 30th October, 1906. 3584

Canada,  
Province de Québec,  
District de Rimouski.

Bureau du conseil municipal de la première division du comté de Rimouski.

A une assemblée générale du susdit conseil, tenue au lieu ordinaire de ses sessions, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, mercredi, le treizième jour de juin mil neuf cent six, il a été passé la résolution suivante :

Proposé par M. Michel Paront, secondé par M. Ernest Rioux :

1° Attendu que le treize septembre mil neuf cinq, une requête a été présentée à ce conseil de la part de MM. Napoléon Aubin et autres contribuables, propriétaires et occupants de la municipalité de Sainte-Flavie, dans le district de Rimouski, demandant l'annexion d'une partie de la paroisse de Sainte-Flavie au village de Mont Joli (Notre-Dame de Lourdes), dans le dit district.

2° Attendu qu'un surintendant spécial, M. Adju-tor Gagné, de la paroisse de Saint-Joseph de Lepage, a été nommé par le susdit conseil, pour examiner les lieux, suivant la requête de MM. Nap. Aubin et autres.

3° Attendu qu'un rapport a été soumis au susdit conseil par le surintendant spécial, le quatorze mars mil neuf cent six, et qu'aucune objection ni opposition ont été faites ni à la requête ni au rapport. Que tous les avis ont été donnés suivant la loi.

Il est adopté unanimement que les bornes et dimensions du territoire à être distrait de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flavie, pour être annexées à la municipalité du village de Mont-Joli (Notre-Dame de Lourdes), sont approuvées.

Partant du coin est de la paroisse de Sainte-Flavie, c'est-à-dire à l'intersection de la rivière Métis avec l'arrière ligne du troisième rang de Sainte-Flavie, de là, en suivant la rive sud-ouest de la dite rivière, jusqu'à la rencontre de la ligne de division entre les lots du cadastre numéros quatre cent quarante-quatre et quatre cent quarante-cinq (444 et 445), puis cette ligne de division jusqu'à la ligne de front du troisième rang, de là, en suivant cette ligne de front vers le sud-ouest jusqu'à l'intersection de la ligne limitative entre les lots numéros quatre cent vingt-quatre et quatre cent vingt-cinq (424 et 425), de là, vers l'ouest la limite nord du chemin de fer Intercolonial, puis la ligne nord des numéros quatre cent trois et quatre cent un (403 et 401) jusqu'à l'extrémité sud-est de la ligne des lots numéros trois cent trente-cinq et quatre cent (335 et 400), de là, sur cette ligne vers le nord-ouest cinq arpents, neuf perches et onze pieds, de là, vers l'ouest jusqu'à la ligne des lots numéros deux cent vingt-deux et deux cent quatre-vingt-quatre (222 et 284), quatre arpents, une perche et douze pieds, plus ou moins, mesurés sur une ligne qui fait avec la précédente un angle inclus de cent sept degrés et vingt-huit minutes (107 et 28), de là, jusqu'au côté nord-est du chemin Matapédia, deux arpents et deux perches, plus ou moins, mesurés sur une ligne qui fait avec le prolongement de la précédente un angle de douze degrés et cinquante-cinq minutes (12 et 55), de là, vers le nord-ouest, quatre perches et neuf pieds sur le dit côté nord-est du chemin, puis la même distance à angle droit vers le sud-ouest, de là, vers le sud jusqu'à la ligne entre les lots cent quatre-vingt-dix-sept et deux cent trois (197 et 203), trois arpents, plus ou moins mesurés sur une ligne qui fait avec la précédente un angle de cent trente-sept degrés et cinq minutes (137 et 5), de là, vers le sud-est, cinq arpents, trois perches et un pied, plus ou moins, mesurés sur la dite ligne des lots numéros cent quatre-vingt-dix-sept et deux cent trois (197 et 203), jusqu'à la limite nord du terrain du chemin de fer Intercolonial, de là vers l'ouest, la dite limite, trois arpents, plus ou moins, jusqu'à la ligne entre les numéros cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix-sept (196 et

Canada,  
Province of Québec,  
District of Rimouski.

Office of the municipal council of the first division of the county of Rimouski.

At a general meeting of the said council, held at its usual place of meeting, in the town of Saint Germain de Rimouski, on Wednesday, the thirteenth day of June, one thousand nine hundred and six, the following resolution was passed.

Moved by Mr. Michel Parent, seconded by Mr. Ernest Rioux :

1. Whereas on the thirteenth of September, one thousand nine hundred and five, a petition was presented to the council on behalf of Messrs. Napoleon Aubin and other ratepayers, owners and occupants of the municipality of Sainte Flavie, in the district of Rimouski, asking for the annexation of a part of the parish of Sainte Flavie to the village of Mont Joli (Notre-Dame de Lourdes), in the said district.

2. Whereas a special superintendent, Mr. Adju-tor Gagné, of the parish of Saint Joseph de Lepage, was appointed by the said council, to examine the premises, according to the petition of Messrs. Nap. Aubin and others.

3. Whereas a report has been laid before the said council by the special superintendent, on the fourteenth of March, one thousand nine hundred and six, and no objection or opposition has been made to the petition or to the report. Whereas all the notices, have been given according to law.

It is resolved unanimously that the bounds and dimensions of the territory to be detached from the municipality of the parish of Sainte Flavie, to be annexed to the municipality of the village of Mont Joli (Notre-Dame de Lourdes), are approved.

Starting from the east corner of the parish of Sainte-Flavie, namely, at the intersection of the river Métis with the rear line of the third range of Sainte-Flavie, from thence, along the south west bank of the said river, to its meeting with the division line between the cadastral lots numbers four hundred and forty four and four hundred and forty five (444 and 445), then this division line to the front line of the third range, from thence, following this front line of the third range, from thence, along this front line towards the south west to the intersection of the boundary line between the lots numbers four hundred and twenty four and four hundred and twenty five (424 and 425), from thence, to the west the north limit of the Intercolonial railway, then the north line of the numbers four hundred and three and four hundred and one (403 and 401), to the south east extremity of the line of the lots numbers three hundred and thirty five and four hundred (335 and 400), from thence, or this line to the north west five arpents, nine perches and eleven feet, from thence, to the west to the line of the lots numbers two hundred and twenty two and two hundred and eighty four (222 and 284), four arpents, one perch and twelve feet, more or less, measured on a line which makes with the preceding one an enclosed angle of one hundred and seven degrees and twenty eight minutes (107.28), from thence, to the north east side of the Matapédia road, two arpents and two perches, more or less, measured on a line which makes with the prolongation of the preceding one an angle of twelve degrees and fifty five minutes (12.55), from thence, to the north west, four perches and nine feet on the said north east side of the road, then the same distance at a right angle to the south west, from thence, to the south to the line between the lots one hundred and ninety seven and two hundred and three (197 and 203), three arpents, more or less, measured on a line which makes with the preceding one an angle of one hundred and thirty seven degrees and five minutes (137.05), from thence, to the south east, five arpents three perches and one foot, more or less, measured on the said line of the lots numbers one hundred

197), de là, vers le sud-est, en suivant la même ligne jusqu'à la ligne de front du troisième rang, puis la dite ligne de front jusqu'à la limite nord-est de la paroisse de Sainte-Luce, de là, vers le sud-est, la dite limite jusqu'à la limite nord-ouest de Saint-Joseph de Lepage, de là, cette dernière limite jusqu'au point de départ.

Les dits terrains sont détachés de la municipalité de la paroisse de Sainte-Flavie et annexés à la corporation du village de Mont-Joli (Notre-Dame de Lourdes) pour fins municipales et suivant les bornes données par le démembrement canonique. Et que tous les frais encourus et à encourir tant que pour la requête de MM. Nap. Aubin et autres, ainsi que les honoraires du susdit conseil et la publication des avis publics soient payés par tous les signataires de la requête et les intéressés, et que M. Adj. Gagné, surintendant spécial, soit autorisé à collecter tous les montants encourus et à encourir des intéressés et requérants.

Adopté unanimement.

Donné en la ville de Saint Germain de Rimouski, le dixième jour de novembre mil neuf cent six.

Vraie copie des minutes et délibérations du susdit conseil.

C. A. ST. PIERRE,  
S. T. C. M. P. D. C. R.

La résolution ci-dessus a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, le deuxième jour de novembre mil neuf cent six.

3665.2 C. A. ST. PIERRE,  
S. T. C. M. P. D. C. R.

and ninety seven and two hundred and three (197 and 203), to the north limit of the Intercolonial railway, from thence, towards the west, the said limit, three arpents, more or less, to the line between the lots numbers one hundred and ninety six and one hundred and ninety seven (196 and 197), from thence, towards the south east, following the same line, to the front line of the third range, then the said front line to the north east limit of the parish of Sainte Luce, from thence, towards the south east, the said limit to the north west limit of Saint Joseph de Lepage, from there this last limit to the starting point.

The said lands are detached from the municipality of the parish of Sainte Flavie and annexed to the corporation of the village of Mont Joli (Notre Dame de Lourdes) for municipal purposes and on the boundaries setforth in the canonical dismemberment. And that all the costs incurred and to be incurred as well on the petition of Messrs. Nap. Aubin and others, as the fees of the said council and the publication of the said notices be paid by all the signers of the petition and the interested parties, and that Mr. Adj. Gagné, special superintendent, be authorized to collect all the costs incurred and to be incurred of the interested parties and the petitioners.

Passed unanimously.

Given in the town of Saint Germain de Rimouski, on the tenth day of November, one thousand nine hundred and six.

True copy of the minutes and deliberations of the said council.

C. A. ST. PIERRE,  
S. T. M. C. F. D. C. R.

The foregoing resolution was approved by the Lieutenant Governor in Council, on the second day of November, one thousand nine hundred and six.

3666 C. A. ST. PIERRE,  
S. T. M. C. F. D. C. R.

Avis de Faillites

Canada, }  
Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District d'Ottawa. }  
In re O. Sabourin, Nomingue, P. Q.,

Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 10 décembre 1906.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
97, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 24 novembre 1906. 3773

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de C. Lamarche et al. "C. Lamarche & Cie", manufacturiers de chaussures, de Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que, par ordre de cette cour, le 19e jour de novembre courant, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis qui en ont fait un abandon pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous 30 jours pour garantir leur collocation pour dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.  
60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Montréal, 19 novembre 1906. 3787

Bankrupt Notices

Canada, }  
Province of Quebec, } Superior Court  
District of Ottawa. }  
In re O. Sabourin, Nomingue, P. Q.,

Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 10th December, 1906.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
97, Saint James street.  
Montreal, 24th November, 1906. 3774

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of C. Lamarche et al, "C. Lamarche & Co.", boot and shoe manufacturers, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the 19th day of November instant, I was appointed curator to the property assigned by the above named, for the benefit of their creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.  
60, Notre Dame street East, Montreal.  
Montreal, 19th November, 1906. 3788

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Dame C. Vincelette, "A. Daigneau & Cie.",  
 restaurateur, de Montréal, Insolvable.  
 Avis est par les présentes donné que, par ordre de  
 cette cour, le dix-neuvième jour de novembre  
 1906, j'ai été nommé curateur aux biens cédés par la  
 dite faillite, qui en a fait cession pour le bénéfice de  
 ses créanciers.  
 Les réclamations devront être produites à mon  
 bureau sous 30 jours pour être colloquées sur la  
 feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.  
 Montréal, 19 novembre 1906. 3785

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 155.

Dans l'affaire de C. Lévesque *et al*, Failli.  
 Avis est par le présent donné que le 17<sup>e</sup> jour de  
 novembre 1906, par ordre de cette cour, le soussi-  
 gné a été nommé curateur des biens des dits faillis,  
 qui en ont fait un abandon judiciaire pour le béné-  
 fice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être dé-  
 posées entre mes mains sous trente jours de cet avis.  
 JACOB ALFRED GARIEPY.

No 162, rue McGill, Montréal. 3771

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de A. St Denis (enregistré), Purilina  
 Lafleur, de Montréal, Failli.  
 Avis est par le présent donné que le dit failli a  
 fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens  
 pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du  
 protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,  
 Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,  
 205, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 15 novembre 1906. 3761

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
*In re* A. D. Trudeau, de la ville de Coaticook, mar-  
 chand, Insolvable.  
 Un premier et dernier dividende a été préparé,  
 sujet à objection, payable à mon bureau jusqu'au  
 dix décembre prochain, après laquelle date le divi-  
 dende sera payable.

S. BACHAND,  
 Curateur.

St Pierre & Verret,  
 Procureurs du curateur.  
 Coaticook, 17 novembre 1906. 3765

Province de Québec, }  
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
 No 35.

Dans l'affaire de Jean Longtin, marchand de tabac,  
 Saint-Jean, Qué., Failli.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été  
 préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection  
 jusqu'au 11 décembre 1906, après laquelle date ce  
 dividende sera payable à mon bureau.

A. LAMARCHE,  
 Curateur.

Bâtisse de l'Assurance Royale,  
 No 2, Place d'Armes.  
 Montréal, 24 novembre 1906. 3805

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 157.

*In re* Ferdinand Gareau, marchand, de Rigaud,  
 Failli.  
 Avis est par le présent donné que, par jugement  
 de cette cour, en date du 16 novembre 1906, j'ai  
 été nommé curateur aux biens du dit failli.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Dame C. Vincelette, "A. Daigneau & Cie."  
 restaurant keeper, Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that, by order of this  
 court, on the nineteenth day of November 1906,  
 I was appointed curator to the property of above  
 named, who has made an assignment for the benefit  
 of her creditors.  
 Claims should be filed at my office within 30  
 days to be collocated for the dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.  
 Montreal, 19th November, 1906. 3786

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 155.

*In the matter of* C. Lévesque *et al*, Insolvents.  
 Notice is hereby given that on the 17th Novem-  
 ber, 1906, the undersigned has been appointed, by  
 an order of this court, curator to the effects of the  
 said insolvents, who have made a judicial abandon-  
 ment of their property for the benefit of their cre-  
 ditors.

Sworn claims must be filed in my hands within  
 thirty days from this notice.

JACOB ALFRED GARIEPY.  
 No. 162, McGill street, Montreal. 3772

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dans l'affaire de A. St Denis (registered), Purilina  
 Lafleur, Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that the said insolvent  
 has, this day, made in the prothonotary's office, in  
 Montreal, a judicial abandonment of her property  
 for the benefit of her creditors.

ARTHUR W. WILKS,  
 Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,  
 205, Saint James street.  
 Montreal, 15th November, 1906. 3762

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
*In re* A. D. Trudeau, of the town of Coaticook,  
 trader, Insolvent.  
 A first and last dividend sheet has been prepared,  
 under reserve of objection, at my office until the  
 tenth day of December next, and said dividend will  
 be payable after said date.

S. BACHAND,  
 Curator.

St Pierre & Verret,  
 Attorneys for curator.  
 Coaticook, 17th November, 1906. 3766

Province of Quebec, }  
 District of Iberville. } *Superior Court.*  
 No. 35.

*In the matter of* Jean Longtin, dealer in tobacco,  
 Saint John, Que., Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been prepared  
 in this matter, open to objection until the 11th of  
 December, 1906, after which date this dividend will  
 be payable at my office.

A. LAMARCHE,  
 Curator.

Royal Insurance Buildings,  
 No. 2, Place d'Armes.  
 Montreal, 24th November, 1906. 3806

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 157.

*In re* Ferdinand Gareau, merchant, of Rigaud,  
 Insolvent.  
 Notice is hereby given that, by order of this court,  
 dated the 16th day of November, 1906, the under-  
 signed has been appointed curator to the estate of  
 the said insolvent.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire à mon bureau dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST-AMOUR,  
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal,  
Montréal 20 novembre 1906. 3803

Any persons having claims against the said insolvent are required to file them at my office within 30 days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,  
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal,  
Montreal, 20th November, 1906. 3804

Règles de Cour

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
No. 298.

Auguste Pacaud, Demandeur ;  
vs  
David Roy et Majorique Drouin, Défendeurs ;  
et

Joseph Gagnon, Opposant.  
Vu l'insolvabilité allégué du défendeur, Majorique Drouin, tel que mentionné dans la motion de l'opposant, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur, Majorique Drouin, soient appelés par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, enjoignant aux dits créanciers de produire entre nos mains leurs réclamations dans les quinze jours de la première insertion du présent avis.

VEZINA & FERRON,  
Protonotaire, Beauce.

Bureau du Protonotaire,  
St-Joseph, Beauce, 14 novembre 1906. 3725.2

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour de Circuit—Mégantic.*  
District d'Arthabaska. }  
No 1268.

Le vingt-cinquième jour d'octobre 1906.  
Wm. Craft et al., Demandeurs ;  
vs  
Odias Rodrigue, Défendeur ;  
et

Bernier & Allard, Opposants.  
Sur l'ordre de l'honorable juge Albert Malouin, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Odias Rodrigue, de la ville de Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du greffier de la cour de circuit, dans et pour le comté de Mégantic, siégeant à Inverness, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

J. G. ROUSSEAU,  
G. C. C.

3683.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 2808.

Le sixième jour de novembre mil neuf cent six.

Judocus Bockstael, Demandeur ;

vs  
Réné Viger et Olivier Marchesseault, tous deux marchands, des cité et district de Montréal, et faisant affaires à Montréal susdit et au Dominion Park, dit district, ensemble et en société, comme marchands de cigares, tabacs, etc. sous la raison sociale de "Viger & Marchesseault",

Défendeurs ;  
et  
A. H. Chambers, Avocat distayant ;

et  
The Emporium Cigar Company, Opposante.  
Sur ordre de l'honorable juge Pagnuelo, de cette cour, donné le sixième jour de novembre 1906, les

Rules of Court

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
No 298.

Auguste Pacaud, Plaintiff ;  
vs  
David R y and Majorique Drouin, Defendants ;  
and

Joseph Gagnon, Opposant.  
Seeing the alleged insolvency of the defendant, Majorique Drouin, in the opposant's motion, it is ordered that the creditors of the said defendant, Majorique Dorion, be called in by two publications in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, ordering the said creditors to file their claims within fifteen days from the date of the first inserting of the present notice.

VEZINA & FERRON,  
Prothonotary, Beauce.

Prothonotary's office,  
Saint Joseph, Beauce, 14th November, 1906. 3726

Canada, }  
Province of Quebec, } *Circuit Court.—Mégantic.*  
District of Arthabaska. }  
No. 1268.

The twenty fifth day of October, 1906.  
Wm. Craft et al., Plaintiffs ;  
vs  
Odias Rodrigue, Defendant ;  
and

Bernier & Aillard, Opponents.  
By an order of the Honorable judge Albert Malouin, given this day, seeing the allegation of insolvability of the said Odias Rodrigue, of the town of Thetford Mines, in the district of Arthabaska, defendant, the creditors of the said defendant who should have not yet produce their claims, are now called upon to produce them in this cause, at the office of the clerk of the circuit court, in and for the county of Mégantic, sitting at Inverness, within the fifteen days of the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673 and 674, of the code of civil procedure.

J. G. ROUSSEAU,  
C. C. C.

3684

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 2808.

The sixth day of November, nineteen hundred and six.

Judocus Bockstael, Plaintiff ;

vs  
Réné Viger and Olivier Marchesseault, both merchants, of the city and district of Montreal, and there and at Dominion Parkin, said district, doing business together in partnership as dealers, in cigars, tobacco, &c., under the name and firm of "Viger & Marchesseault,"

Defendants ;  
and  
A. H. Chambers, Avocat distayant ;

and  
The Emporium Cigar Company, Opposant.  
Under the order of the Honorable judge Pagnuelo, of this court, given on the sixth day of November,

réanciers des dits René Viger *et al.*, les défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnés d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

J. M. LAMOTHE,  
Dép. P. C. S.

BEAUBIEN & LAMARCHE,  
Procureurs de l'opposante.

3751.2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 601.

Le quatorzième jour de novembre mil neuf cent six.

Ovila Hogue, de la cité et du district de Montréal, comptable, Demandeur ;

vs

A. T. Ogilvie, de la cité et du district de Montréal, et E. Frank Mosely, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, Défendeurs ;  
et

Dame Margaret Watson, de la cité de Montréal, veuve de feu John Ogilvie, en son vivant menuisier, du même lieu, *et al.*, es-qual.

Tiers saisis.

Sur ordre de cette cour, donné le quatorzième jour de novembre 1906, les créanciers du dit A. T. Ogilvie, l'un des défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

J. A. GIRARD,  
Député P. C. S.

BEAUBIEN & LAMARCHE,  
Procureurs du demandeur. 3753

## Licitations

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1098.

## LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu du jugement final en date du 8 novembre 1906, rendu par la cour supérieure du district de Montréal, siégeant en la cité de Montréal, dans une cause portant le No 1098 des dossiers de la dite cour, dans laquelle dame Florida Tessier, de la ville de Chicago, état de l'Illinois, l'un des états-unis d'Amérique, épouse de Jean-Baptiste Fonjémie, charpentier, du même endroit, et le dit Jean-Baptiste Fonjémie, tant personnellement que pour autoriser sa femme aux fins des présentes, sont Demandeurs ; vs Adolphe Tessier et Arthur Tessier, tous deux absents de la province de Québec, et y ayant des biens, Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

L'immeuble connu et désigné comme étant le No 927, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal — avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut offrant et dernier enchérisseur, JEUDI le VINGT-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant midi, cour tenante, dans la salle d'audience

1906, the creditors of the said René Viger *et al.* the Defendants in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

J. M. LAMOTHE,  
Dep. P. S. C.

BEAUBIEN & LAMARCHE,  
Attorneys for opposant.

3752

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 601.

The fourteenth day of November, nineteen hundred and six.

Ovila Hogue, of the city and district of Montreal, accountant, Plaintiff ;

vs

A. T. Ogilvie, of the city and district of Montreal, and E. Frank Mosely, of the town of Westmount, in the district of Montreal. Defendants ;  
and

Dame Margaret Watson, of the said city of Montreal, widow of the late John Ogilvie, in his lifetime miller, of the same place, *et al.*, esqual.

Tiers saisis.

Under the order of this court, given on the fourteenth day of November, 1906, the creditors of the said A. T. Ogilvie, one of the defendants in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

J. A. GIRARD,  
Deputy P. S. C.

BEAUBIEN & LAMARCHE,  
Attorneys for plaintiff. 3754

## Licitations

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1098.

## LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and in virtue of the final judgment dated the 8th of November, 1906, of the superior court of the district of Montreal, sitting in the city of Montreal, in a cause bearing the No. 1098 of the records of the said court, in which Dame Florida Tessier, of the town of Chicago, state of Illinois, one of the united states of America, wife of Jean Baptiste Fonjémie, carpenter, of the same place, and the said Jean Baptiste Fonjémie, as well personally as to authorize his wife for the purposes hereof, are Plaintiffs ; vs Adolphe Tessier and Arthur Tessier, both absent from the province of Quebec, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

The lot known and described as being No. 927, on official plan and book of reference for Saint James ward, in the city of Montreal — with the buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at HALF PAST TEN o'clock, sitting the court, in the practice room of

connue comme cour de pratique, au palais de justice, en la cité de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

LAMOTHE & TRUDEL,

Avocats des demandeurs.

Montréal, 19 novembre 1906. 3819  
[Première publication, 24 novembre 1906.]

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Cour Supérieure.

No 2233.

Delle Marie Simard,

Demanderesse;

vs

Arthur Simard et al,

Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 29 juin 1905, dans une cause dans laquelle Delle Marie Simard, fille majeure et usant de ses droits, demeurant au village de Varennes, dans le district de Montréal, était Demanderesse, et MM. Arthur Simard, agent financier, et Emile Simard, docteur en médecine, Dame Amanda Simard, veuve de feu Gustave d'Estimaucville, Dame Ernestine Simard, épouse de Auguste Robert, courtier, et ce dernier pour autoriser la dite Dame, son épouse, pour les fins des présentes; François de Sales Bastien, écuyer, avocat et Conseil du Roi, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament solennel de feu Joseph Simard, notaire; Joseph Horace David, écuyer, avocat, en sa qualité de tuteur duement nommé à Joseph Wilfrid Simard, demeurant tous dans les cité et district de Montréal, et Eugène L. Simard, comptable, demeurant au dit village de Varennes, district de Montréal, tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tuteur duement nommé à Aimée Simard, Gertrude Simard, Emile Simard, Marguerite Simard, Georgine Simard, Arthur Simard, Henri Simard et Annette Simard, enfants mineurs issus du mariage de feu Eugène G. Simard, avec dame Marie F. Massue, étaient Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

A.—Un terrain ou emplacement sis et situé sur le niveau de la rue Saint-Hubert, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent trois (503), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Jacques, de la cité de Montréal, contenant environ cinquante-neuf pieds de largeur par quatre-vingt-dix-sept pieds de profondeur—avec une maison et dépendances dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIÈME jour de DECEMBRE (1906), cour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice, de Montréal; sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 novembre 1906. 3637.2  
[Première publication, 10 novembre 1906.]

the court house, in the city of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

LAMOTHE & TRUDEL,

Attorneys for plaintiffs.

Montreal, 19th November, 1906. 3820  
[First published, 24th November, 1906.]

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

Superior Court

No. 2233.

Miss Marie Simard,

Plaintiff;

vs

Arthur Simard et al.,

Defendants.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 29th of June, 1905, in a certain cause in which Miss Marie Simard, spinster, in the enjoyment of her rights, residing in the village of Varennes, in the district of Montreal, was Plaintiff, and Messrs. Arthur Simard, financial agent, and Emile Simard, doctor of medicine, Dame Amanda Simard, widow of the late Gustave d'Estimaucville, Dame Ernestine Simard, wife of August Robert, broker, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof; François de Sales Bastien, esquire, advocate, and King's Counsel, in his quality of curator to the substitution created by the last will and testament of the late Joseph Simard, notary; Joseph Horace David, esquire, advocate, in his quality of tutor duly appointed to Joseph Wilfrid Simard, all residing in the city and district of Montreal, and Eugène L. Simard, accountant, residing in the said village of Varennes, district of Montreal, as well in his own name as in his quality of tutor duly appointed to Aimée Simard, Gertrude Simard, Emile Simard, Marguerite Simard, Georgine Simard, Arthur Simard, Henri Simard and Annette Simard, minor children issue of the marriage of the late Eugène G. Simard, with Dame Marie F. Massue, were Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

A.—A lot or piece of land situate and being on the alignment of St. Hubert street, in the city of Montreal, known and described as the number five hundred and three (503), of the official plan and book of reference for Saint James ward, of the city of Montreal, containing about fifty nine feet in width by about ninety seven feet in depth—with a house and dependencies thereon said lot.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on the TWELFTH day of DECEMBER next (1906), sitting the court, in the court room of the court house, of Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th November, 1906. 3638  
[First published, 10th November, 1906.]

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. }  
No 1291.

Cour Supérieure.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, rendu le vingt-deuxième jour d'octobre courant, dans une cause dans laquelle Zéphyrin Quilliam, barbier, de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, district de Beauharnois, est Demandeur; et François Xavier Quilliam, Odila Quilliam, épouse de Joseph S. Hébert, et ce dernier pour autoriser son épouse; Anésie Quilliam, épouse de Napoléon Hébert, et ce dernier pour autoriser son épouse; Poméla Quilliam, épouse de Gustave *alias* Eximère Bourdeau, et ce dernier pour autoriser son épouse; Gustave *alias* Eximère Bourdeau, en sa qualité de tuteur à Lumina Husereau, enfant mineur issu du mariage de Alfred Husereau et de feue Dame Sophie Quilliam, son épouse décédée, tous de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, district de Beauharnois; Poméla Husereau, de la paroisse du Très Saint-Sacrement, dit district, épouse de Joseph A. Crête, du même lieu, et ce dernier pour autoriser son épouse; Norbert Quilliam, Eugène Quilliam, Ovila Quilliam, Jean Quilliam, Anésie Husereau, épouse de Henri Pregent, et ce dernier pour autoriser son épouse; Arthème Husereau et Gilbert Gagné, en sa qualité de tuteur aux enfants mineurs issus de son mariage avec feue Dame Victorine Quilliam, savoir: Henri, Albertine, Armand, Sarah, Alda, Blanche, François, Leopold, Estelle et Bébiane Gagné, demeurant tous aux Etats-Unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Une terre sise et située dans le canton de Franklin, et connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro vingt-cinq A (25 A)—avec les bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. G. LAURENDEAU,

Avocat du demandeur.

Salaberry de Valleyfield, 22 octobre 1906.

3559.2

[Première publication, 3 novembre 1906.]

Ratification

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No 165.

Cour Supérieure.

*Ex parte:*

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un acte fait et passé à Laprairie, devant Mtre F. C. Larose, notaire public, le huitième jour de novembre 1905, entre Camille Roy, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, d'une

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. }  
No. 1291.

Superior Court.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of the judgment of the superior court, sitting at Salaberry of Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the twenty second day of October instant, in a case in which Zéphyrin Quilliam, of the parish of Saint Antoine Abbé, district of Beauharnois, barber, is Plaintiff; and François Xavier Quilliam, Odila Quilliam, wife of Joseph S. Hébert, and this latter to authorize his wife; Anésie Quilliam, wife of Napoléon Hébert, and this latter to authorize his wife; Poméla Quilliam, wife of Gustave *alias* Eximère Bourdeau, and this latter to authorize his wife; Gustave *alias* Eximère Bourdeau, in his capacity of tutor to Lumina Husereau, minor child born of the marriage of Alfred Husereau and late Dame Sophie Quilliam, his wife, all of the parish of Saint Antoine Abbé, district of Beauharnois; Poméla Husereau, of the parish of Très Saint Sacrement, in said district, wife of Joseph A. Crête, of the same place, and the latter to authorize his said wife; Norbert Quilliam, Eugene Quilliam, Ovila Quilliam, Jean Quilliam, Anésie Husereau, wife of Henri Pregent, and this latter to authorize his wife; Arthème Husereau and Gilbert Gagné, in his capacity of tutor to his minor children born of his marriage with late Dame Victorine Quilliam, to wit: Henri, Albertine, Armand, Sarah, Alda, Blanche, François, Léopold, Estelle and Bibiane Gagné, all living in the United States of America, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit:

A land situate in the township of Franklin, and bearing number twenty five A (25 A), upon the official plan and book of reference of the said township of Franklin—with the buildings thereon erected.

The immovable above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of the court, in the court room of the court house, at the city of Salaberry of Valleyfield; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotaire of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

J. G. LAURENDEAU,

Attorney for plaintiff.

Salaberry of Valleyfield, 22nd October, 1906.

3560

[First published, 3rd November, 1906.]

Ratification

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
No. 165.

Superior Court

*Ex parte:*

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the protonotaire of the superior court, in the district of Montreal, a deed executed at Laprairie, before Mtre. F. C. Larose, notary public, on the eighth day of November, 1905, between Camille Roy, of the parish of Saint Hubert,

part, et Louis Conrad Pelletier, écuyer, avocat, Conseil du Roi, demeurant au village de Laprairie, d'autre part ;

Le dit acte étant une vente par le dit Camille Roy au dit Louis Conrad Pelletier, de l'immeuble suivant, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly, contenant trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, le plus ou le moins quel qu'il soit devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur, formant le lot numéro (64) soixante et quatre, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert—avec les bâties dessus construites.

Le dit immeuble sus-vendu est la propriété et est en la possession du dit Louis Conrad Pelletier depuis la date du dit acte de vente, qui a été dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, sous le numéro 32460.

Les possesseurs du dit immeuble durant les dernières trois années ont été successivement Médard Page, boucher, du village de Laprairie, et Dame Marie Barbeau, son épouse commune en biens, le susdit Camille Roy et le dit Louis Conrad Pelletier ; et toutes personnes qui réclament quelques privilèges ou hypothèques sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit lot de terre a été acquis par le dit Louis Conrad Pelletier, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le dixième jour de décembre 1906, une demande en ratification de titre ; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de ce faire.

J. B. A. TISON.

3557.2 Député protonotaire C. S.  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH MORIN,  
No. 297. } courtier, de Saint-Joseph, Beauce, Demandeur ; contre NAPOLEON LAGUEUX ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à Thomas Lagueux, l'un des défendeurs :

1° Tout ce certain morceau de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cinq A, dans le huitième rang du cadastre, plan et livre de renvoi officiels du canton de Leeds, contenant cent quatre-vingt-dix acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La réserve du droit de vendre les mines sur la partie sud-ouest du lot numéro cinq, du neuvième rang du cadastre, plan et livre de renvoi officiels du canton de Leeds, contenant cent cinquante acres de terre, plus ou moins, en donnant la moitié du prix de vente moins mille piastres à Thomas Lessard.

3° La réserve de la moitié des mines sur la partie nord-est du lot numéro cinq, du neuvième rang du cadastre, plan et livre de renvoi officiels du canton de Leeds, contenant cent acres de terre, plus ou moins.

farmer, of the first part, and Louis Conrad Pelletier, esquire, of the village of Laprairie, advocate, King's Counsel, of the second part.

The said deed being a sale by the said Camille Roy to the said Louis Conrad Pelletier, of the following immovable, to wit :

A land situate in the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly, containing three arpents in front by forty arpents in depth, more or less, without guaranty of precise measure, the more or less to be to the profit or loss of the purchaser, forming lot number (64) sixty four, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert—with the buildings thereon erected.

The said immovable sold as above is the property and is in the possession of the said Louis Conrad Pelletier since the date of the said deed of sale, which was duly registered in the registrar's office of the county of Laprairie, under the number 32460.

The possessors of the said immovable during the last three years have been successively Médard Page, of the village of Laprairie, butcher, and Dame Marie Barbeau, his wife common as to property, Camille Roy aforesaid and the said Louis Conrad Pelletier ; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately before the registration of the said deed by which the said lot of land was acquired by the said Louis Conrad Pelletier, are hereby notified that application will be made to the said court, on the tenth day of December, 1906, for a judgment of confirmation of title ; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure, to include in his certificate to be filed in this cause, they are hereby required to served their oppositions in writing and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON.

3558 Deputy prothonotary S. C.  
[First published, 3rd November, 1906.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Beauce.*

Arthabaska, to wit : } JOSEPH MORIN, broker,  
No. 297. } of Saint Joseph, Beauce, Plaintiff ; against NAPOLEON LAGUEUX ET AL, Defendants.

As belonging to Thomas Lagueux, one of the defendants :

1. All that piece of land known and described as being lot number five A, in the eighth range of cadastre, plan and official book of reference for the township of Leeds, containing one hundred and ninety acres of land in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The right to sell the mines as reserved on the south west part of lot number five, in the ninth range of cadastre, plan and official book of reference for the township of Leeds, containing one hundred and fifty acres of land, more or less, in giving half of the price of the sale less one thousand dollars to Thomas Lessard.

3. The half of all mines as reserved on the north east part of lot number five, in the ninth range of cadastre, plan and official book of reference for the township of Leeds, containing one hundred acres of land, more or less.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1906, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 25 octobre 1906. 3499.2  
[Première publication, 27 octobre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH MORIN, courtier, de Saint-Joseph, Beauce, Demandeur ; contre NAPOLEON LAGUEUX ET AL, de Leeds, Défendeurs.

Comme appartenant à Napoléon Lagueux et Thomas Lagueux :

Tout ce certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro onze A, dans le huitième rang du cadastre, plan et livre de renvoi officiels du canton de Leeds, comté de Mégantic, contenant soixante-dix acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous toutes les réserves enregistrées contre le dit lot.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1906, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 25 octobre 1906. 3501.2  
[Première publication, 27 octobre 1906.]

To be sold at the registry office for the county of Megantic, at Inverness, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1906, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaska, 25th October, 1906. 3500  
[First published, 27th October, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Beauce.*

Arthabaska, to wit : } JOSEPH MORIN, broker, No. 297. } of Saint-Joseph, Beauce, Plaintiff ; against NAPOLEON LAGUEUX ET AL, of Leeds, Defendants.

As belonging to Napoléon Lagueux and Thomas Lagueux :

All that certain lot of land known and described as being lot number eleven A, in the eighth range of cadaastre, plan and book of reference of the township of Leeds, county of Megantic, containing seventy acres of land, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, under all reserve registered against the said lot.

To be sold at the registry office for the county of Megantic, at Inverness, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, 1906, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaska, 25th October, 1906. 3502  
[First published, 27th October, 1906.]

**Ventes par le Shérif—Beauce**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } AUGUSTE PACAUD, écuyer, Demandeur ; vs DAVID ROY ET AL, Défendeurs.

Une terre située en la paroisse de Saint-Georges, en le fief Saint-Charles de la Belle Alliance, et partie en le premier rang du canton de Jersey, comté de Beauce, étant connue et désignée comme étant le lot numéro six cent quarante quatre (644), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Georges, et le lot numéro treize (13), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit premier rang du dit canton de Jersey, contenant, le lot en premier lieu décrit, quarante-trois arpents et soixante-quinze perches en superficie, et le lot en second lieu désigné, cent dix-neuf acres en superficie—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. A l'exception cependant, de la partie de la susdite terre vendue à François Drouin, étant trois arpents de terre de largeur sur la profondeur de la dite terre, à prendre sur le côté sud-est de la dite terre, et aussi d'un emplacement vendu à la municipalité scolaire, avec réserve en faveur de David Roy, cultivateur, de la paroisse de Saint-Georges, Beauce, le droit de couper sur la dite terre cinquante cordes de bois de chauffage, de quatre pieds, par année, et ce tant qu'il y aura du bois sur la dite terre ; il devra commencer par couper ce bois dans le terrain serpé, et s'il ne s'en trouve pas assez, il le prendra ailleurs.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, Beauce, le QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain (1906), à DIX heures du matin.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 30 octobre 1906. 3575.2  
[Première publication, 3 octobre 1906.]

**Sheriff's Sales—Beauce**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } AUGUSTE PACAUD, esquire No. 298. } Plaintiff ; vs DAVID ROY ET AL, Defendants.

A land situate in the parish of Saint-Georges, in the fief Saint-Charles de la Belle Alliance, and partly in the first range of the township of Jersey, county of Beauce, being known and described as being lot number six hundred and forty four (644), on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint-Georges, and lot number thirteen (13), of the official plan and book of reference of the cadastre for the said first range of the said township of Jersey, containing, the lot firstly described, forty three arpents and seventy five perches in area, and the lot secondly described, one hundred and nineteen acres in area—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With the exception, however, of the part of the said land sold to François Drouin, being three arpents of land in width by the depth of the said land, to be taken off the south east side of the said land, and also of a lot sold to the school municipality, reserving in favor of David Roy, farmer, of the parish of Saint-Georges, Beauce, the right to cut on the said land fifty cords of firewood four feet long, every year, and this so long as there will be any wood on the said land ; he must commence by cutting this wood in the lands where the trees been pruned and, if there is not enough, he will take elsewhere.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Georges, Beauce, on the FOURTH day of DECEMBER next (1906), at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Village of Saint-Joseph, Beauce, 30th October, 1906. 3576  
[First published, 3rd November, 1906.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH ARTHUR ROBITAILLE**, épiciier en gros, des cités et district de Montréal, et y faisant affaires seul, comme tel, sous la raison de "A. Robitaille & Cie", Demandeur ; contre les terres et tenements de **G. HETU**, des cités et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé au village de la Petite Côte, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro officiel mille deux cent cinquante six, de la subdivision du lot numéro cent soixante-douze, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation—avec toutes servitudes y attachées et les bâtisses dessus construites, le dit lot étant borné en front par la rue Masson.

☞ Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**J. R. THIBAudeau,**

Bureau du Shérif, Montréal, 21 novembre 1906. Shérif, 3813  
[Première publication, 24 novembre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **OSCAR ARNOLD**, artiste-musicien, des cités et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **J. GEORGES MAGNAN**, avocat, de la cité de Sorel, district de Richelieu, Défendeur.

Un certain lot de terre ou emplacement situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro onze cent cinquante-deux, du quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal ; borné en front par la rue William—avec maison et autres constructions sus-érigées.

☞ Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-SEPTIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**J. R. THIBAudeau,**

Bureau du Shérif, Montréal, 21 novembre 1906. Shérif, 3811  
[Première publication, 24 novembre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOHN McMILLAN**, du village de Rigaud, district de Montréal, et **L. ADOLPHUS MONGENAIS**, gérant, de la cité et du district de Montréal, en leur qualité de seuls exécuteurs et administrateurs testamentaires de feu Jean-Baptiste Mongenais, en son vivant bourgeois, du village de Rigaud, district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **ALEXANDRE GOULET**, de Hawkesbury, dans la province d'Ontario, Défendeur.

1° Un lot de terre connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, dans le dit district, sous les numéros trois cent deux et trois cent trois (Nos 302 et 303), situé au sud de la Rivière à la Graisse, en la dite paroisse et district, contenant quatre-vingt-dix-neuf arpents en superficie, plus ou moins ; tenant devant à la dite rivière, derrière aux terres du Très Saint Rédempteur, d'un côté à Fabien Bédard ou ses représentants, et d'autre côté à Honoré Carrière—avec une maison, une grange et autres dépendances dessus érigées.

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOSEPH ARTHUR ROBITAILLE**, wholesale grocer, of the city and district of Montreal, and doing business there alone as such under the style and firm of "A. Robitaille & Cie.", Plaintiff ; against the lands and tenements of **G. HETU**, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot or parcel of land situate and being in the village of La Petite Côte, in the district of Montreal, known and described by the official number one thousand two hundred and fifty six, of the subdivision of the lot number one hundred and seventy two, of the official plan and book of reference of the village of La Petite Côte Visitation—with all the servitudes attached thereto, and the buildings thereon erected, said lot being bounded in front by Masson street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY SEVENTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**J. R. THIBAudeau,**

Sheriff's Office, Montréal, 21st November, 1906. Sheriff, 3814  
[First published, 24th November, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **OSCAR ARNOLD**, musical artist, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **J. GEORGES MAGNAN**, advocate, of the city of Sorel, district of Richelieu, Defendant.

A certain lot or parcel of land situate in the city of Montreal, known and described as being lot number eleven hundred and fifty two, of Saint Ann's ward of the city of Montreal ; bounded in front by William street—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY SEVENTH** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**J. R. THIBAudeau,**

Sheriff's Office, Montréal, 21st November, 1906. Sheriff, 3812  
[First published, 24th November, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOHN McMILLAN**, of the village of Rigaud, district of Montreal, and **L. ADOLPHUS MONGENAIS**, manager, of the city and district of Montreal, in their quality of sole testamentary executors and administrators to the late Jean-Baptiste Mongenais, in his lifetime gentleman, of the village of Rigaud, district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **ALEXANDRE GOULET**, of Hawkesbury, in the province of Ontario, Defendant.

1. A lot of land known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Madeleine de Rigaud, in the said district, as numbers three hundred and two and three hundred and three (Nos. 302 and 303), situate to the south of the River à la Graisse, in the said parish and district, containing ninety nine arpents in area, more or less ; bounded in front by the said river, in rear by the lands of the Most Holy Redeemer, on one side by Fabien Bédard or his representatives, and on the other side by Honoré Carrière—with a house, a barn and other dependencies thereon erected.

2° Un lot de terre de forme irrégulière, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, dans le dit district, sous le numéro trois cent seize (No 316), situé au sud de la Rivière à la Graisse, en la susdite paroisse et district, de la contenance de cent vingt arpents en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise; tenant devant à la dite rivière, derrière aux terres du Très Saint Rédempteur, du côté ouest à la ligne provinciale, qui divise la province d'Ontario de la province de Québec, et du côté est à Honoré Séguin—avec une grange dessus construite.

A la charge les dits immeubles, d'un certain bail loyer, en faveur de Alphonse Pilon, fils, passé devant A. Phaneuf, notaire, le 12 novembre 1904, pour le terme de trois années à compter du 1er octobre 1904, et finissant le 1er octobre 1907. Sui-vant jugement de l'honorable juge Taschereau, en date du 4 octobre 1906.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Montréal, 29 octobre 1906. 3555.2  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

### Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir: } DAME AGNES PERRIER  
No 1581. } ET VIR, de Papineauville,  
district d'Ottawa, Demandeurs; contre DEMOI-  
SELLE ADIANA VERVILLE, fille majeure, de  
Papineauville susdit, Défenderesse, à savoir:

La juste moitié est des lots deux cent cinq et deux cent six (205 et 206), conformément aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Sainte-Angélique, situés sur la rue Papineau, dans le village de Papineauville, district d'Ottawa; bornés au nord par la rue Papineau, à l'est par un carré public, au sud par le lot 204, et à l'ouest par la moitié ouest des dits lots 205 et 206—avec une maison, étable, magasin et autres bâties sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Angélique, à Papineauville, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Hull, 17 novembre 1906. 3789  
[Première publication, 24 novembre 1906.]

### Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } NAPOLEON DION, de la  
No 1345. } paroisse de Sainte-Jeanne-  
de-Neuville; contre WILLIAM GOUGE, de la pa-  
roisse de Sainte-Catherine, à savoir:

2. A lot of land of irregular shape, known and described on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Madeleine of Rigaud, in the said district, as number three hundred and sixteen (No. 316), situate to the south of the River à la Graisse, in the said parish and district, containing one hundred and twenty arpents in area, more or less, without warranty of precise measurement; bounded in front by the said river, in rear by the lands of the Most Holy Redeemer, on the west side by the provincial line, which divides the province of Ontario from the province of Quebec, and on the east side by Honoré Seguin—with a barn thereon erected.

The said immovables being subject to a lease for rent in favor of Alphonse Pilon, junior, passed before A. Phaneuf, notary, on the 12th of November, 1904, for the term of three years, counting from the 1st of October, 1904, and terminating on the 1st of October, 1907. Pursuant to a judgment of the Honorable judge Taschereau, dated the 4th of October, 1906.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the SIXTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montreal, 29th October, 1905. 3556  
[First published, 3rd November, 1906.]

### Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: } DAME AGNES PERRIER ET  
No. 1581. } VIR, of Papineauville, district  
of Ottawa, Plaintiffs; against DEMOISELLE  
ADIANA VERVILLE, *filie majeure*, of Papineau-  
ville aforesaid, Defendant, to wit:

The exact east half of lots two hundred and five and two hundred and six (205 and 206), according to the official plan and book of reference of the parish of Saint Angelique, situate on Papineau street, in the village of Papineauville, district of Ottawa; bounded to the north by Papineau street, to the east by a public square, to the south by lot 204, and to the west by the west half of said lots 205 and 206—with a house, stable, store house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Angelique, at Papineauville, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT, Sheriff.  
Sheriff's Office, Hull, 17th November, 1906. 3790  
[First published, 24th November, 1906.]

### Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } NAPOLEON DION, of the  
No. 1345 } parish of Sainte-Jeanne-  
de-Neuville; against WILLIAM GOUGE, of the parish  
of Sainte-Catherine, to wit:

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Catherine, comté de Portneuf, le onzième jour d'octobre dernier, aura lieu au même endroit, le DIXIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Tous les lots saisis pour être vendus en bloc.

CHS. LANGELIER,  
Bureau du Shérif, Shérif,  
Québec, 21 novembre 1906. 3775  
[Première publication, 24 novembre 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où JOHN No 1201. } **C**ROZIER était Demandeur, et LA COMPAGNIE DE TELEPHONE DE BELLECHASSE était Défenderesse ; la dite défenderesse contre le demandeur, à savoir :

Les lots Nos 256 et 255, du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Agathe, étant deux lots de terre situés concession Saint-Pierre—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agathe, le VINGT-HUITIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. LANGELIER,  
Bureau du Shérif, Shérif,  
Québec, 22 novembre 1906. 3777  
[Première publication, 24 novembre 1906.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Magistrat—Cedar Hall.*

Rimouski, à savoir : } **P**. Z. DUBE, Demandeur ; No 114. } **P**. vs. ANSELME LA-  
POINTE, Défendeur, savoir :

Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses et autres, possédés par le dit Anselme Lapointe, sur le lot numéro 45, premier rang, canton Lepage, paroisse Saint-Benoît Joseph Labre, Amqui.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoît Joseph Labre, Amqui, le VINGT-SEPTIÈME jour de DECEMBRE 1906, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,  
Bureau du Shérif, Shérif,  
Rimouski, 21 novembre 1906. 3825  
[Première publication, 24 novembre 1906.]

Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Saint François, à savoir : } **D**ANS une cause de No 8-27. } **J**OSEPH GAR-

NEAU, Requérent prohibition ; contre les commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans et pour le canton de Ham, et OCTAVE GAUDET, Défendeur, le dit Octave Gaudet, Appelant, et le dit Joseph Garneau, Intimé.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which should have been made at the church door of the parish of Sainte-Catherine, county of Portneuf, on the eleventh day of October last, will be made at the same place, on the TENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. All the lots seized to be sold as one lot.

CHS. LANGELIER,  
Sheriff's Office, Sheriff,  
Quebec, 21st November, 1906. 3776  
[First published, 24th November, 1906.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **I**N a cause wherein JOHN No. 1201. } **C**ROZIER was Plaintiff, and "LA COMPAGNIE DE TELEPHONE DE BELLECHASSE", was Defendant ; the said defendant against the plaintiff, to wit :

Lots numbers 256 and 255, of the official cadastre for the parish of Sainte-Agathe, being two lots of land situate in the concession Saint-Pierre.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Agathe, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. LANGELIER,  
Sheriff's Office, Sheriff,  
Quebec, 22nd November, 1906. 3778  
[First published, 24th November, 1906.]

Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Magistrate's Court—Cedar Hall.*

Rimouski, to wit : } **P**. Z. DUBE, Plaintiff ; No. 114. } **P**. vs ANSELME LA-  
POINTE, Defendant, to wit :

All the rights of clearance, improvements, buildings and others, held by the said Anselme Lapointe, on the lot number 45, first range, township Lepage, parish of Saint Benoit Joseph Labre, Amqui.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Joseph Labre, Amqui, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER, 1906, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,  
Sheriff's Office, Sheriff,  
Rimouski, 21st November, 1906. 3826  
[First published, 24th November, 1906.]

Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court—District of Arthabaska.*

Saint Francis, to wit : } **I**N a suit in which No. 8-27. } **J**OSEPH GAR-

NEAU, Petitioner for prohibition ; against the commissioners for the summary trial of small causes in and for the township of Ham, and OCTAVE GAUDET, Defendant, the said Octave Gaudet, Appellant, and the said Joseph Garneau, Respondent.

Saisi comme appartenant au dit Joseph Garneau, à savoir :

Un lopin de terre de forme irrégulière à être pris et détaché du lot numéro vingt a (p. 20 a), dans le cinquième rang du canton de Ham, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Ham, contenant un arpent de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâties dessus construites, comprenant une maison servant de logement et de boutique de menuiserie, avec toutes les machines y appartenant, comprenant une machine à mortaiser et une machine à rabotter, etc. ; borné en front par le quatrième rang du dit canton de Ham, au nord-est à la route du cinquième rang, au sud-ouest à la rivière Nicolet, et au sud-est à quinze pieds de là ou était la bâtisse lorsque Joseph Sévigny a acheté le dit emplacement le cinq février mil huit cent quatre-vingt-quinze.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse des Saints-Anges de Ham, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

R. A. BIRON,  
Député Shérif.  
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 21 novembre 1906. 3815  
[Première publication, 24 novembre 1906].

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

District de Terrebonne, } **THE TUDHOPE**  
Sainte-Scholastique, à savoir : } **CARRIAGE**  
No 350. } **COMPANY, De-**  
manderesse ; contre **JOSEPH DAGENAIS, Défendeur.**

Un emplacement situé au village de Sainte-Monique, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels fait pour la paroisse de Sainte-Monique, sous le numéro soixante-dix-sept (77)—avec une boutique de menuiserie et forge dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Sainte-Monique, le VINGT SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

**LAPOINTE & PREVOST,**

Bureau du Shérif, } Shérif.  
Sainte-Scholastique, 21 novembre 1906. 3829  
[Première publication, 24 novembre 1906].

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour de Circuit, pour le comté de Champlain—District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **A MEDEE ROY, De-**  
No 90. } **mandeur; vs. LES**  
**HERITIERS de Ludger Rochette, en son vivant de la ville de Grand'Mère, Défendeur.**

Comme appartenant aux dits défendeurs, savoir :

Un emplacement situé sur la rue Saint-George, en la ville de Grand'Mère, contenant quarante-cinq pieds de largeur et environ un arpent et demi de

Seized as belonging to the said Joseph Garneau, to wit :

A piece of land of irregular shape to be taken off and detached from the lot number twenty a (p. 20a), in the fifth range of the township of Ham, on the official plan and book of reference for the said township of Ham, containing one arpent of land in area, more or less—with the buildings thereon erected, comprising a house used as a dwelling and joiner's shop, with all the machinery belonging to it, comprising a mortising machine and a planing machine, &c. ; bounded in front by the fourth range of the said township of Ham, on the north east by the by-road of the fifth range, on the south west by the river Nicolet, and on the south east by fifteen feet from where the building was when Joseph Sevigny bought the said lot on the fifth of February, one thousand eight hundred and ninety five.

To be sold at the church door of the parish of Saints Anges de Ham, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon.

R. A. BIRON,  
Deputy Sheriff.  
Sheriff's office, Sherbrooke, 21st November, 1906. 3816  
[First published, 24th November, 1906.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

District of Terrebonne, } **THE TUDHOPE**  
Sainte Scholastique, to wit : } **CARRIAGE**  
No. 350. } **COMPANY, Plaintiff;**  
against **JOSEPH DAGENAIS, Defendant.**

A land situated in the village of Sainte Monique, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference made for the parish of Sainte Monique, as number seventy seven (77)—with a joiner's shop and forge thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Sainte Monique, on the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

**LAPOINTE & PREVOST,**

Sheriff's Office, } Sheriff.  
Sainte Scholastique, 21st November, 1906. 3830  
[First published, 24th November, 1906.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Circuit Court, for the county of Champlain.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **A MEDEE ROY,**  
No 90. } **Plaintiff: vs. THE**  
**HEIRS of Ludger Rochette, in his lifetime of the town of Grand'Mère, Defendants.**

As belonging to the said defendants, to wit :

A lot situate on Saint George street, in the town of Grand'Mère, containing forty five feet in width and about one arpent and a half in depth ; bounded

profondeur ; borné en front à la dite rue Saint-George, en arrière, par la petite rivière Walsh ou Grand'Mère, d'un côté au sud-ouest par Adolphe Descoteaux ou représentants, et du côté nord-est au terrain de Dionis Gélinas ou représentants ; lequel emplacement fait partie du numéro quatre-vingt-quatorze (94), au cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec bâtisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 30 octobre 1906. 3593.2  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour de Circuit, comté de Champlain—District de Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **E**DOUARD FER-  
No 1109. } **R**ON, Demandeur ;  
contre JOSEPH DEZIEL, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, contenant vingt-cinq pieds de largeur en front et en arrière sur la profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise, et plus ou moins ; borné en front par la rue principale, en profondeur au terrain de Léandre Gagnon, du côté sud-ouest par le terrain de Moïse Ferron, et du côté nord-est par le passage mitoyen existant actuellement entre le dit emplacement et celui de Hormidas Soly ou représentants, et faisant partie du lot de terre numéro quatre-vingt-six (86), au cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 30 octobre 1906. 3591.2  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour de Circuit du comté de Champlain—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **L**A CORPORATION  
No 1072. } **D**E LA VILLE DE  
GRAND'MÈRE, Manderesse ; vs. JOSEPH  
DEZIEL, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, du contenu de cinquante-neuf pieds de front sur cent pieds de profondeur ; tenant en front à une rue, autrefois chemin de Grand'Mère, d'un côté Joseph Paquin, et de l'autre côté à Joseph Thibodeau—avec maison dessus érigée et connue et désigné comme faisant partie du numéro quatre-vingt-quatorze (94), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 30 octobre 1906. 3589.2  
[Première publication, 3 novembre 1906.]

**Avis du Gouvernement**

Québec, 23 novembre 1906.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Louis Joseph Emilien Brais, écuyer, notaire public, pratiquant et

in front by the said Saint George street, in rear by the little river Walsh or Grand'Mère, on one side to the south west by Adolphe Descoteaux or representatives, and on the north east side by Dionis Gelinas or representatives ; which lot forms part of the lot number ninety four (94), on the registration cadastre of Sainte Flore—with building, thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 30th October, 1906. 8594  
[First published, 3rd November, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS**

*Circuit Court, county of Champlain.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **E**DOUARD FERRON,  
No. 1109. } **P**laintiff ; vs JOSEPH  
DEZIEL, Defendant.

A lot situate in the town of Grand'Mère, containing twenty five feet wide in front and in rear by the depth of eighty feet, english measure, and more or less ; bounded in front by principal street, in rear by the land of Leandre Gagnon, on the south west side by the land of Moïse Ferron, and on the north east side by the common passage actually existing between the said lot and that of Hormidas Soly or representatives, and forming part of the lot of land number eighty six (86), on the registration cadastre of Sainte Flore—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FIFTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.  
Three Rivers, 30th October, 1906. 3592  
[First published, 3rd November, 1906.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Circuit Court of the county of Champlain—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **T**HE CORPORATION  
No 1072. } **O**F THE TOWN OF  
GRAND'MÈRE, Plaintiff ; vs. JOSEPH DEZIEL,  
Defendant.

A lot situate in the town of Grand'Mère, containing fifty nine feet in front by one hundred feet in depth ; bounded in front by a street, formerly Grand'Mère road, on one side by Joseph Paquin, and on the other side by Joseph Thibodeau—with a house thereon erected, and known and described as forming part of number ninety four (94), on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the parish of Sainte Flore.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the FIFTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 30th October, 1906. 3590  
[First published, 3rd November, 1906.]

**Government Notices**

Québec, 23rd November, 1906.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Mr. Louis Joseph Emilien Brais, esquire, notary public, practising

demeurant en la ville de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Pierre Brais, en son vivant notaire public, pratiquant en la ville de Longueuil, comté et district susdits, en vertu des dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

3835

## AVIS.

Nomination des candidats pour "The Nobel Peace Prize", de 1907.

Toutes propositions des candidats pour "The Nobel Peace Prize", qui doit être distribué le 10 décembre 1907, doivent, pour être prise en considération, être déposées devant le comité Nobel du parlement Norvégien, par une personne dûment qualifiée, avant le premier jour de février de la même année.

Toutes les personnes suivantes sont dûment qualifiée : (a) Les membres et les ci-devant membres du comité Nobel du parlement Norvégien, ainsi que les conseillers nommés à l'Institut Nobel Norvégien; (b) Les membres du parlement et membres du gouvernement des divers états, ainsi que les membres de "The Interparliamentary Union"; (c) Les membres de la cour d'arbitrage international à Hague; (d) Les membres de la commission du bureau permanent de la paix internationale; (e) Les membres et associés de "The Institute of International Law"; (f) Les professeurs d'Université de science politique et de loi, d'histoire et de philosophie; et (g) Les personnes qui ont reçu "The Nobel Peace Prize".

"The Nobel Peace Prize" peut être accordé aussi aux institutions ou associations.

Conformément au code des statuts § 2, les raisons pour lesquelles toute proposition est faite, doivent être mentionnées et déposées avec tels papiers et autres documents y ayant rapport.

Conformément à § 3, tout travail écrit, pour qualification d'un prix, doit être imprimé.

Pour les détails, les personnes qualifiées sont requises de s'adresser au bureau du comité Nobel du parlement Norvégien, Drammensvei, 19, Kristiania. 3821

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

Dame Eliza Jodoin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hildège *alias* Wildège Provost, journalier, du même lieu, a institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Avocats de la demanderesse. 3827  
Montréal, 21 novembre 1906.

Province de Québec, }  
District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*  
No 764.

Dame Catherine Nolan, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint François, épouse de Philip Thomas, du même lieu, plombier, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par l'un des honorables juges de la cour supérieure, Demanderesse;

vs

Le dit Philip Thomas, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour de novembre 1906.

CAMPAELL & GENDRON,  
Procureurs de la demanderesse. 3833  
Sherbrooke, 22 novembre 1906.

and residing in the town of Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Pierre Brais, in his lifetime notary public, practising in the town of Longueuil, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

3836

## NOTICE.

Nomination of candidates for the Nobel Peace Prize of 1907.

All proposals of candidates for the Nobel Peace Prize, which is to be distributed December, 10th. 1907, must, in order to be taken into consideration, be laid before the Nobel Committee of the Norwegian Parliament by a duly qualified person before the first of February of the same year.

Any one of the following persons is held to be duly qualified : (a) Members and late members of the Nobel Committee of the Norwegian Parliament, as well as the advisers appointed at the Norwegian Nobel Institute; (b) Members of Parliament and Members of Government of the different states, as well as Members of the Interparliamentary Union; (c) Members of the international Arbitration Court at the Hague; (d) Members of the Commission of the Permanent International Peace Bureau; (e) Members and Associates of the Institute of International Law; (f) University professors of Political Science and of Law, of History and of Philosophy; and (g) Persons who have received the Nobel Peace Prize.

The Nobel Peace Prize may also be accorded to institutions or associations.

According to the code of statutes, § 8, the grounds upon which any proposal is made must be stated, and handed in along with such papers and other documents as may therein be referred to.

According to § 3, every written work, to qualify for a prize, must have appeared in print.

For particulars, qualified persons are requested to apply to the office of the Nobel Committee of the Norwegian Parliament Drammensvei, 19, Kristiania. 3822

## Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*

Dame Eliza Jodoin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hildège *alias* Wildège Provost, laborer, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PELLETIER & LETOURNEAU,  
Advocates for plaintiff. 3828  
Montreal, 21st November, 1906.

Province of Québec, }  
District of Saint Francis, } *Superior Court.*  
No. 764.

Dame Catherine Nolan, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Philip Thomas, of the same place, plumber, duly authorized to ester en justice aux fins des présentes by one of the Honorable judges of the superior court, Plaintiff;

vs

The said Philip Thomas, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twentieth day of November, 1906.

CAMPBELL & GENDRON,  
Attorneys for plaintiff. 3834  
Sherbrooke, 22nd November, 1906.

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 Dans l'affaire de Evelyn A. J. Soulière (Robt. Wall & Co.), Montréal, Faillie.  
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé, et sera sujet à objection au bureau du soussigné, jusqu'à lundi, le 10e jour de décembre 1906, après laquelle date les dividendes seront payés.

A. W. STEVENSON,  
 Curateur.

Banque de Toronto Chambers,  
 Rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 22 novembre 1906. 3831

*District de Saguenay.*

Wilbrod Bhereur, Saint-Fidèle, comté de Charlevoix, a, le 20 novembre 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saguenay, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 22 novembre 1906. 3837

*District de Québec.*

Jules Cloutier & Fils, Québec, épiciers, ont, le 19 novembre 1906, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 22 novembre 1906. 3841

*District de Beauce.*

*In re* Fridolin Fontaine, Saint Victor de Tring,  
 Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 16 novembre 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 22 novembre 1906. 3847

*District de Saguenay.*

*In re* Wm. Chamard & Cie, Pointe au Pic,  
 Insolvable.

Un cinquième bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 décembre 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 22 novembre 1906. 3845

*District de Saguenay.*

Napoléon Couture, Malbaie, comté de Charlevoix, marchand, a, le 17 novembre 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Evelyn J. Soulière, (Robt. Wall & Co.), Montreal, Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection at the office of the undersigned, until Monday, the 10th day of December, 1906, after which date the dividends will be paid.

A. W. STEVENSON,  
 Curator.

Bank of Toronto Chambers,  
 Saint James street.  
 Montreal, 22nd November, 1906. 3832

*District of Saguenay.*

Wilbrod Bhereur, Saint Fidèle, Charlevoix county, has, on the 20th day of November, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saguenay, according to law.

V. E. PARADIS,  
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 22nd November, 1906. 3838

*District of Québec.*

Jules Cloutier & Fils, Québec, grocers, have, on the 19th November, 1906, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,  
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 22nd November, 1906. 3842

*District of Beauce.*

*In re* Fridolin Fontaine, Saint Victor de Tring,  
 Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 16th November, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 22nd November, 1906. 3848

*District of Saguenay.*

*In re* Wm. Chamard & Co., Pointe au Pic,  
 Insolvent.

A fifth dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 10th December, 1906, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 22nd November, 1906. 3846

*District of Saguenay.*

Napoléon Couture, Murray Bay, Charlevoix county, merchant, has, on 17th November, 1906, made a judicial assignment of his property for the

bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saguenay, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 22 novembre 1906. 3839

*District of Saguenay.*

*In re* L. N. Côté, Sept Isles, Insolvable.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 décembre 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 22 novembre 1906. 3843

benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saguenay, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 22nd November, 1906. 3840

*District of Saguenay.*

*In re* L. N. Côté, Seven Islands, Insolvent.  
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 12th December, 1906, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 22nd November, 1906. 3844

## Index de la Gazette Officielle de Québec No 47.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : —** Dmes Arcand vs Rainville, 1703 ; Bolduc vs Gauthier, 1703 ; Carmichael vs Dawson, 1703 ; Coutu vs Lavallée, 1704 ; Dalpé vs Gauthier, 1704 ; Dumont vs Jean, 1703 ; Dupuy vs Sagola, 1704 ; Goldwater vs Freedman, 1704 ; Hall vs Speir, 1702 ; Jodoin vs Provost, 1719 ; Julien vs Darveau, 1703 ; Laporte vs Plourde, 1702 ; Lemaitre vs Richer, 1704 ; McAllister vs Millet, 1702 ; Nolan vs Thomas, 1719 ; Rosen vs Lehrer, 1703 ; Valiquet vs Whimbey, 1703.

**ANNONCEURS : — Avis aux : —** Concernant avis, etc., 1685.

**AVIS : —** Cour d'Echiquier du Canada, 1692 ; Nomination des candidats pour le Nobel Peace Prize, 1719.

**BILLS PRIVÉS : —** Parlement fédéral : — Sénat et Chambre des Communes, 1692.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. : —** Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1697 ; Conseil législatif, 1696.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —** Canadian Nurses Association, 1700 ; Cité de Hull, 1701 ; Congregation Ahawath Achim of Montreal, 1700 ; Corporation du village de Bordeaux, 1701 ; Corporation de la ville de Notre-Dame-des-Neiges, 1701 ; Crédit Foncier Franco-Canadien, 1601 ; Gault et al, 1700 ; Glee Club Teutonia, 1702 ; L'Association des Pompiers de Montréal, 1701 ; La compagnie du chemin de fer Québec et de l'île d'Orléans, 1700 ; La Société des Artisans Canadiens Français, 1699 ; Les Frères de Saint-Vincent de Paul, 1700 ; Royal Highlanders of Canada Armoury Association, 1700 ; The Engineers Club of Montreal, 1700.

**ELECTION : —** Etat des dépenses : — W. F. Vilas, 1702.

**FAILLIS : —** Bhereur, 1720 ; Chamard & Cie, 1720 ; Cloutier & Fils, 1720 ; Côté, 1721 ; Couture, 1720 ; Fontaine, 1720 ; Gareau, 1707 ; Lamarche et al, 1706 ; Levesque et al, 1707 ; Longtin, 1707 ; Sabourin, 1706 ; Soulière (Dme), 1720 ; St. Denis, 1707 ; Trudeau, 1707 ; Vincelette (Dme), 1707.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 47.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : —** Dmes Arcand vs Rainville, 1703 ; Bolduc vs Gauthier, 1703 ; Carmichael vs Dawson, 1703 ; Coutu vs Lavallée, 1704 ; Dalpé vs Gauthier, 1704 ; Dumont vs Jean, 1703 ; Dupuy vs Sagola, 1704 ; Goldwater vs Freedman, 1704 ; Hall vs Speir, 1702 ; Jodoin vs Provost, 1719 ; Julien vs Darveau, 1703 ; Laporte vs Plourde, 1702 ; Lemaitre vs Richer, 1704 ; McAllister vs Millet, 1702 ; Nolan vs Thomas, 1719 ; Rosen vs Lehrer, 1703 ; Valiquet vs Whimbey 1703.

**ADVERTISERS : —** Notice to : — Respecting notices, etc., 1685.

**NOTICES : —** Exchequer Court of Canada, 1692 ; Appointment of the candidates for the Nobel Peace Prize, 1719.

**PRIVATE BILLS : —** Federal Parliament : — Senate and House of Commons, 1692.

**PRIVATE BILLS, P. Q. : —** Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1697 ; Legislative Council, 1696.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —** Canadian Nurses Association, 1700 ; City of Hull, 1701 ; Congregation Ahawath Achim of Montreal, 1700 ; Corporation of the village of Bordeaux, 1701 ; Corporation of the town of Notre Dame des Neiges, 1701 ; Crédit Foncier Franco-Canadien, 1701 ; Gault et al, 1700 ; Glee Club Teutonia, 1702 ; Montreal Firemen's Benefit Association, 1701 ; The Quebec and Island of Orleans Railway Company, 1700 ; La Société des Artisans Canadiens Français, 1699 ; Les Frères de Saint Vincent de Paul, 1700 ; Royal Hyghlanders of Canada Armoury Association, 1700 ; The Engineers' Club of Montreal, 1700.

**ELECTION : —** Statement of costs : — W. F. Vilas, 1702.

**INSOLVENTS : —** Bhereur, 1720 ; Chamard & Cie, 1720 ; Cloutier & Fils, 1720 ; Côté, 1721 ; Couture, 1720 ; Fontaine, 1720 ; Gareau, 1707 ; Lamarche et al, 1706 ; Levesque et al, 1707 ; Longtin, 1707 ; Sabourin, 1706 ; Soulière (Dme), 1720 ; St. Denis, 1707 ; Trudeau, 1707 ; Vincelette (Dme), 1707.

**MEMBRE ÉLU** :—Joseph Alderic Benoit, 1685.

**MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE** :—Municipalité de la paroisse de Saint-Gérard Magella, comté de L'Assomption, 1692.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Divers numéros de la municipalité d'Inverness à Sainte-Anastasie, comté de Mégantic, 1691.

**NOMINATIONS** :—Greffier de la cour de circuit :—Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, 1685.  
Juge de paix :—District de Gaspé, 1686.  
Juge de paix sous l'article 2572, 1686.  
Syndics d'écoles :—Sainte-Anne de Sabrevois, 1686.

**NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT** :—Par Louis Albert Bédard, 1691 ; Par Louis Joseph Emilien Brais, 1718.

**PROCLAMATIONS** :—Convocation des Chambres, 1690 ; Municipalité du village Laurier, 1686 ; Municipalité du village du Lac Noir, 1687 ; Paroisse de Saint-Mathias de Cabano, 1689.

**RATIFICATIONS** :—Roy & Pelletier, 1711.

**RÈGLES DE COUR** :—Bocksteal vs Viger et al, 1708 ; Craft et al vs Rodrigue, 1708 ; Gaudet vs Roy, 1672 ; Hogue vs Ogilvie & Watson, 1709 ; Pacaud vs Roy & Drouin, 1708.

**RÉSOLUTION** :—Conseil municipal du comté de Rimouski, No 1, 1705.

**SYNDICAT D'ÉLEVAGE** :—Saint-Jérôme, 1691.

**VENTES PAR LICITATION** :—Gagnon vs Gagnon et al, 1636 ; Quilliam vs Quilliam et al, 1711 ; Simard vs Simard, 1710 ; Tessier (Dme) et vir vs Tessier et al, 1709.

#### VENTES PAR LES SHÉRIFS .

**ARTHABASKA** :—Morin vs T. Lagueux et al, 1712 ; Morin vs N. Lagueux et al, 1713.

**BEAUCE** :—Pacaud vs Roy et al, 1713.

**MONTRÉAL** :—Arnold vs Magnan, 1714 ; McMillan et al vs Goulet, 1714 ; Robitaille vs Héту, 1714.

**OTTAWA** :—Perrier (Dme) et vir vs Delle Verville, 1715.

**QUÉBEC** :—Crozier vs la Cie de Téléphone de Bellechasse, 1716 ; Dion vs Gouge, 1715.

**RIMOUSKI** :—Dubé vs Lapointe, 1716.

**SAINTE-FRANÇOIS** :—Garneau vs Gaudet, 1716.

**TERREBONNE** :—The Tudhope Carriage Company vs Dagenais, 1717.

**TROIS-RIVIÈRES** :—Ferron vs Deziel, 1718 ; La corporation de la ville de Grand'Mère vs Deziel, 1718 ; Roy vs héritiers Rochette, 1717.

**QUÉBEC** :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

**MEMBERS ELECTED** :—Joseph Alderic Benoit, 1685.

**MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY** :—Municipality of the parish of Saint Gerard Magella, county of L'Assomption, 1692.

**SCHOOL MUNICIPALITY** :—Application to annex or to erect, &c. :—Several numbers of the municipality of Inverness to Sainte Anastasie, county of Mégantic, 1691.

**APPOINTMENTS** :—Clerk of the circuit court :—Saint Jérôme, county of Terrebonne, 1685.  
Justice of the peace :—District of Gaspé, 1686.  
Justice of the peace, under article 2572, 1686.  
School trustees :—Sainte Anne de Sabrevois, 1686.

**NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER** :—By Louis Albert Bédard, 1691 ; By Louis Joseph Emilien Brais, 1718.

**PROCLAMATIONS** :—Parliament convoked, 1690 ; Municipality of the village Laurier, 1686 ; Municipality of the village of Black Lake, 1687 ; Parish of Saint Mathias de Cabano, 1689.

**RATIFICATIONS** :—Roy & Pelletier, 1711.

**RULES OF COURT** :—Bocksteal vs Viger et al, 1708 ; Craft vs Rodrigue, 1708 ; Gaudet vs Roy, 1672 ; Hogue vs Ogilvie & Watson, 1709 ; Pacaud vs Roy & Drouin, 1708.

**RESOLUTION** :—Municipal council, county of Rimouski, No. 1, 1705.

**BREEDING SYNDICATE** :—Saint Jérôme, 1691.

**SALES BY LICITATION** :—Gagnon vs Gagnon et al, 1630 ; Quilliam vs Quilliam et al, 1711 ; Simard vs Simard, 1710 ; Tessier (Dme) et vir vs Tessier et al, 1709.

#### SHERIFFS' SALES :

**ARTHABASKA** :—Morin vs T. Lagueux et al, 1712 ; Morin vs N. Lagueux et al, 1713.

**BEAUCE** :—Pacaud vs Roy et al, 1713.

**MONTRÉAL** :—Arnold vs Magnan, 1714 ; McMillan et al vs Goulet, 1714 ; Robitaille vs Héту, 1714.

**OTTAWA** :—Perrier (Dme) et vir vs Miss. Verville, 1715.

**QUÉBEC** :—Crozier vs la Cie de Téléphone de Bellechasse, 1716 ; Dion vs Gouge, 1715.

**RIMOUSKI** :—Dubé vs Lapointe, 1716.

**SAINTE-FRANÇOIS** :—Garneau vs Gaudet, 1716.

**TERREBONNE** :—The Tudhope Carriage Company vs Dagenais, 1717.

**THREE RIVERS** :—Ferron vs Deziel, 1718 ; The corporation of the town of Grand'Mère vs Deziel, 1718 ; Roy vs heirs Rochette, 1717.

**QUÉBEC** :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.